

AHETZE

PLAN

LOCAL

D'URBANISME



MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 1

Rapport de présentation

Notice explicative des modifications apportées au PLU

SOMMAIRE

1	L'EXPOSE DES MOTIFS ET CHOIX DE PROCEDURE	2
1.1	LE PLU D'AHETZE	2
1.2	LES OBJETS DE LA PROCÉDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1	2
1.3	RECEVABILITE DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE	5
2	LES MODIFICATIONS PROPOSEES AU PLU EN VIGUEUR.....	6
2.1	LA MODIFICATION DES REGLES RELATIVES AUX SERVITUDES DE MIXITE SOCIALE.....	6
2.2	LA MODIFICATION DU CHANGEMENT DE DESTINATION	7
2.3	LA MODIFICATION DES REGLES RELATIVES A L'ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS	7
2.4	LA MODIFICATION DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE STATIONNEMENT	13
2.5	LA MODIFICATION DES REGLES D'IMPLANTATION DES CONSTRUCTONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE.....	14
2.6	LA MODIFICATION DES REGLES RELATIVES AUX CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES	14
2.7	LA MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME AVEC LE SDEP EN VIGUEUR	15
2.8	LA MODIFICATION DU GLOSSAIRE	17
2.9	LA MODIFICATION DES ANNEXES	18
3	LES CHANGEMENTS APPORTES AUX PIECES DU PLU	19
4	LES INCIDENCES DU PROJET DE LA MODIFICATION DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT.....	19
5.	ANNEXES AU RAPPORT DE PRESENTATION (examen au cas par cas)	21

1 L'EXPOSE DES MOTIFS ET CHOIX DE PROCEDURE

1.1 LE PLU D'AHETZE

La commune d'Ahetze dispose d'un Plan Local d'Urbanisme dont la révision a été approuvée par délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque le 20 juillet 2019. Ce document n'a pas fait l'objet de modification depuis son approbation.

1.2 LES OBJETS DE LA PROCÉDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1

Après trois ans d'application du document, il a été considéré que le Plan Local d'Urbanisme d'Ahetze devait être modifié pour procéder à des évolutions réglementaires permettant de remédier à des imprécisions, des oublis et des incohérences, faciliter les instructions des demandes d'autorisations d'urbanisme, mieux informer les administrés concernant la réglementation et enfin s'adapter aux évolutions du territoire.

La procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ahetze a pour objet principal de procéder à divers amendements du règlement écrit :

1.2.1 LA MODIFICATION DES REGLES RELATIVES AUX SERVITUDES DE MIXITE SOCIALE

La commune d'Ahetze ne dépasse pas les seuils de population d'application de la loi SRU et n'est ainsi pas concernée par l'objectif de réalisation de logements sociaux défini par la loi SRU. Cependant, la commune d'Ahetze souhaite très fortement développer une offre de logements accessibles (sociaux et intermédiaires) à la fois pour accueillir une population jeune en résidence principale et pour répondre aux évolutions des ménages des ahetzars (décohabitation et séparations), les prix du marché libre étant devenus inaccessibles pour ces ménages. La commune avait déjà inscrit au sein de son PLU ses ambitions en matière de mixité sociale puisque depuis l'approbation du PLU, 25 logements sociaux ont été créés à Ahetze. L'opération « Lohigeta » comporte 2 logements en accession sociale (BRS) ainsi que 6 logements locatifs sociaux. L'opération « Landa Gaina » compte 5 logements en accession sociale (BRS) et 3 logements locatifs sociaux. Ces deux opérations sont livrées. L'opération « Pierrech Enea » dont le financement a été accordé et les travaux devraient débuter en 2024 compte quant à elle 6 logements en accession sociale (BRS) et 3 logements locatifs sociaux.

La modification des règles relatives aux servitudes de mixité sociale vient renforcer l'objectif communal de développement de son offre de logements sociaux et accessibles.

De plus, le Plan Local de l'Habitat du Pays Basque a été approuvé le 02 octobre 2021 en Conseil Communautaire et affiche pour Ahetze un taux de logement social à produire de 30% de la production annuelle de logements.



2.3.11 Sud Pays Basque

Typologie communale détaillée	Communes	Moyenne annuelle de logts construits 2010-2018	Production annuelle de logts prévue 2021-2026	Taux de logement social à produire	Nombre annuel de logts sociaux à produire
Polarité intermédiaire du rétro-littoral	Ahetze	15,9	20,0	30 %	6,0
Village du Labourd	Ainhoa	2,7	0,8	20 %	0,2
Polarité intermédiaire du rétro-littoral	Arbonne	19,3	33,0	25 %	8,3
Polarité structurante du rétro-littoral	Ascain	61,2	66,0	60 %	39,6
Village du Labourd	Biriatou	8,3	6,7	20 %	1,3
Commune littorale	Ciboure	30,4	90,0	55 %	49,5
Commune littorale	Guéthary	17,2	12,0	30 %	3,6
Commune littorale	Hendaye	158,4	134,0	55 %	74,0
Commune littorale	Saint-Jean-de-Luz	198,4	100,0	55 %	55,0
Polarité structurante du rétro-littoral	Saint-Pée-sur-Nivelle	82,0	65,0	60 %	39,0
Polarité intermédiaire du rétro-littoral	Sare	30,7	10,0	25 %	2,5
Commune littorale	Urrugne	124,4	90,0	60 %	54,0
		749,1	627,5	53,1 %	333

Afin de se mettre en compatibilité avec le PLH et de répondre aux objectifs de production de logement souhaités par la commune en réponse au contexte local, la modification simplifiée n°1 du PLU :

- Intègre les opérations de réhabilitation aux obligations de création de logements sociaux ;
- Crée un nouveau seuil au sein des obligations de création de logements sociaux et intermédiaires ;
- Releve le taux de logements sociaux pour les opérations de taille moyenne (de 6 à 30 logements) ;
- Précise la part de logements locatifs sociaux financés en PLAI et/ou PLUS au sein de la production de logement locatif social ;
- Intègre l'accession et la location maîtrisées aux servitudes de mixité sociale, en supplément des logements sociaux.

L'ensemble de ces modifications est intégré à l'article 3 des zones U.

1.2.2 LA MODIFICATION DU CHANGEMENT DE DESTINATION

Afin de renforcer la mixité des fonctions urbaines dans la centralité et de protéger le commerce de proximité, cette évolution réglementaire prévoit dans la zone urbaine de centralité, d'étendre l'interdiction du changement de destinations des commerces et activités de services vers du logement, non plus seulement aux rez-de-chaussée mais à l'ensemble du bâtiment.

L'article 1 de la zone UA est ainsi modifié.

1.2.3 LA MODIFICATION DES REGLES RELATIVES A L'ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS

Pour préserver et valoriser les formes architecturales du bâti traditionnel, assurer une unité urbaine et paysagère de qualité, plusieurs modifications du règlement sont réalisées :

- Interdiction d'emploi des matériaux pour les sous-faces de toiture et les planches de rives (produits bitumineux, fibrociment ou polyester ondulé, tôle ondulée ou bac acier)

Cette modification donne un cadre plus précis à l'aspect des toitures (article 9) des constructions d'habitations dans l'ensemble des zones du PLU. L'interdiction de certains matériaux (produits bitumineux, panneaux fibrociment, etc.) est étendue aux sous-faces de toit et planches de rive, et non plus qu'aux seules couvertures de pentes. Ce complément encadre davantage l'aspect extérieur des constructions. Il poursuit un objectif de préservation de la qualité architecturale des constructions traditionnelles.

- Imposer la pose d'une toiture 2 pentes pour les annexes

L'objectif de cette modification est de valoriser l'architecture locale et préserver la qualité paysagère en s'assurant d'une cohérence architecturale entre la construction principale et ses aménagements annexes.

- Réglementer les volets (forme et aspect) et les dimensions des ouvertures

Cet objet précise dans l'ensemble des zones du PLU, les dimensions des ouvertures des bâtiments, ainsi que la forme et l'aspect des volets. Cette modification doit permettre d'encadrer les projets de construction afin de préserver les formes architecturales du bâti traditionnel et une unité urbaine et paysagère du territoire.

- Préciser les règles concernant la réalisation de portails (hauteur, couleur)

Cet objet précise à l'article 9 de l'ensemble des zones du PLU, la hauteur (1,80 mètres) et la couleur des portails (rouge basque, vert basque ou blanc). La précision de ce cadre réglementaire a pour objectif de favoriser une harmonie paysagère des limites entre espaces publics et privés, et d'avoir une cohérence architecturale entre la construction principale et ses aménagements annexes.

- Réglementer la couleur et l'aspect des lisses des clôtures et interdire certains dispositifs d'occultation ajoutés.

Cet objet précise à l'article 9 des zones U et 1AU, l'aspect des lisses des clôtures déjà autorisées par le PLU (bois ou aspect bois, rouge basque, vert basque ou blanches) et l'interdiction d'usage de certains dispositifs d'occultation ajoutés à la clôture (canisse, plastique, bâche, etc.) ainsi que les clôtures en gabion. Cette précision réglementaire a pour objectif de favoriser une harmonie paysagère des limites entre espaces publics et privés, et d'avoir une cohérence architecturale entre la construction principale et ses aménagements annexes.

En zone UA, il a été décidé d'harmoniser les règles avec les zones UB et UC concernant la possibilité de permettre une clôture avec un simple grillage (systématiquement doublée d'une haie d'essences mélangées).

L'article 9 de l'ensemble des zones est également modifié pour réduire les contraintes au développement des énergies renouvelables en toiture des bâtiments. La réglementation relatives à l'installation de panneaux solaires ou photovoltaïques en toiture sera harmonisée et assouplie. La commune d'Ahetze souhaite en effet participer au développement nécessaire des énergies renouvelables, en cohérence avec les objectifs affichés par le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires Nouvelle-Aquitaine, et le plan climat air énergie territorial du Pays Basque.

1.2.4 LA MODIFICATION DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE STATIONNEMENT

Dans toutes les zones U et dans la zone 1AU du PLU, l'article 10 du règlement est modifié pour imposer une place de stationnement visiteur pour une opération de 4 lots. Auparavant, cette imposition s'appliquait pour toutes « constructions groupées ou de logements collectifs ». Préciser une taille d'opération précise permet d'adapter les besoins en équipements des projets et éviter certaines dérives telles que le stationnement sauvage.

1.2.5 LA MODIFICATION DES REGLES D'IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Dans toutes les zones U et dans la zone 1AU du PLU, l'article 6 du règlement est modifié pour permettre une implantation des piscines (non couvertes) sans distance minimum avec une autre construction. L'objectif est de réduire les contraintes réglementaires pour la réalisation de piscines en zones urbaines.

1.2.6 LA MODIFICATION DES REGLES D'IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Dans toutes les zones U et dans la zone 1AU du PLU, l'article 4 du règlement est modifié pour qualifier le type de voie concernée en complétant le terme par « voie ouverte à la circulation publique ».

1.2.7 LA MODIFICATION DES REGLES RELATIVES AUX CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES

L'article 13 des zones AU vient préciser la largeur des voies douces partagées (cycles et piétons) en fonction du type de voie réalisée. Le développement des mobilités douces doit être favorisé ; imposer la réalisation de voies douces mais aussi leur largeur permettra de réaliser des voies sécurisées et réellement pratiquées.

1.2.8 LA MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME AVEC LE SDEP EN VIGUEUR

Afin de mettre à jour et en cohérence le PLU avec le schéma directeur des eaux pluviales (SDEP) en vigueur, des précisions sont apportées à l'article 14 de toutes les zones du PLU. Les règles relatives au dimensionnement des ouvrages de rétention sont ainsi complétées.

1.2.9 LA MODIFICATION DU GLOSSAIRE

Pour lever toute incohérence de définition entre le glossaire du règlement du PLU et les définitions inscrite dans le SDEP, il est repris la définition de l' « espace de pleine terre » au sein du glossaire du règlement du PLU et de la remplacer par la définition issue du SDEP.

Le glossaire du règlement du PMU est également complété au niveau de la définition des « annexes ». Y sont intégrées les piscines à considérer désormais comme des annexes et non des extensions.

Ces précisions permettent d'éviter les confusions pour le pétitionnaire et pour l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Le glossaire est également complété pour la définition de « voies ouvertes à la circulation publique ». Une précision est apportée pour sortir du champ d'application les chemins privés dont l'usage est identifié comme exclusivement privé. L'objectif est de préciser la définition pour moins de difficulté lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

1.3 RECEVABILITE DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE

Ces changements réglementaires peuvent être opérés par le biais d'une procédure de modification selon les formes prévues aux articles L. 153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme. En effet, ces changements ne portent pas atteinte à l'économie générale du PLU en vigueur et ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle et forestière. Ils ne réduisent pas non plus une protection édictée en raison de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels. D'autre part, cette modification n'est pas en mesure d'induire de graves risques de nuisance.

De plus, l'évolution du document peut être effectuée selon la procédure simplifiée telle qu'elle est définie aux articles L. 153-45 et suivants du Code de l'urbanisme, les modifications apportées au PLU ne réduisent pas une zone urbaine ou à urbaniser, ni les possibilités de construire prévues dans une zone, ou ne majorent pas de plus de 20% les possibilités de construire résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du PLU.

C'est à l'initiative du Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque que la présente procédure de modification est engagée, conformément aux dispositions de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme. La procédure de modification simplifiée du PLU a ainsi été lancée par décision du Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque du 6 avril 2023.

Conformément aux dispositions de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, ce projet de modification simplifiée a fait l'objet d'un examen au cas par cas tel qu'il est prévu à l'article L.122-4 (III) du Code de

l'environnement. Le dossier d'examen au cas par cas ainsi que l'avis conforme de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) est annexé au présent rapport de présentation.

2 LES MODIFICATIONS PROPOSEES AU PLU EN VIGUEUR

2.1 LA MODIFICATION DES REGLES RELATIVES AUX SERVITUDES DE MIXITE SOCIALE

L'article 3 de l'ensemble des zones urbaines (U) et de la zone 1AU du règlement du PLU est modifié pour intégrer les opérations de réhabilitation aux obligations de création de logements sociaux, créer un nouveau seuil de logements entre 6 et 10 logements créés, relever le taux de logements sociaux pour les opérations de taille moyenne (de 6 à 30 logements) et intégrer l'accession maîtrisée et la location intermédiaire (PLI) aux servitudes de mixité sociale, en supplément des logements sociaux.

Extrait du règlement avant modification :

U / 1AU 3 - MIXITÉ SOCIALE ET FONCTIONNELLE

Toute opération de constructions nouvelles de 4 logements ou plus devra contribuer aux objectifs de mixité sociale dans l'habitat :

- pour toute opération de 4 logements et plus (et < à 10 logements), l'opérateur réalisera a minima 25 % de logements aidés (en locatif social* ou en accession sociale) ;
- pour toute opération de 10 logements et plus (et < à 30 logements), ou de plus de 700 m² de surface de plancher* affectés à l'habitation, l'opérateur réalisera a minima 50 % de logements aidés dont au moins 30% en locatif social* (PLUS, PLAI, PLS) ;
- pour toute opération de 30 logements et plus, ou de plus de 2000 m² de surface de plancher* affectés à l'habitation, l'opérateur réalisera a minima 80 % de logements aidés dont au moins 50% en locatif social* (PLUS, PLAI, PLS) ;

Le nombre de logements aidés à réaliser après calcul du pourcentage est le nombre entier le plus proche. Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux divisions foncières en vue de lotir.

Extrait du règlement après modification :

U / 1AU 3 - MIXITÉ SOCIALE ET FONCTIONNELLE

Toute opération de constructions nouvelles, **ou de réhabilitation**, de 4 logements ou plus devra contribuer aux objectifs de mixité sociale dans l'habitat :

- pour toute opération de 4 logements et plus (et **< à 6 logements**), l'opérateur réalisera a minima 25 % de logements aidés (en locatif social* ou en accession sociale) ;
- **pour toute opération de 6 logements et plus (et < à 10 logements), l'opérateur réalisera a minima 40 % de logements aidés dont au moins 30% en locatif social* (dont 60% de PLAI et/ou PLUS) ; la part de logements restants sera constituée pour la moitié d'entre eux d'accessions intermédiaires maîtrisées dont le prix de vente ne devra pas dépasser le plafond du BRS majoré de 30 % ou de logements locatifs intermédiaires (PLI).**
- pour toute opération de 10 logements et plus (et < à 30 logements), ou de plus de 700 m² de surface de plancher* affectés à l'habitation, l'opérateur réalisera a minima **60 %** de logements aidés dont au moins 30% en locatif social* **(dont 60% de PLAI et/ou PLUS) ; la part de logements restants sera constituée pour la moitié d'entre eux d'accessions intermédiaires maîtrisées dont le prix de vente ne devra pas dépasser le plafond du BRS majoré de 30 % ou de logements locatifs intermédiaires (PLI).**
- pour toute opération de 30 logements et plus, ou de plus de 2000 m² de surface de plancher* affectés à l'habitation, l'opérateur réalisera a minima 80 % de logements aidés dont au moins 50% en locatif social* **(dont 60% de PLAI et/ou PLUS) ; la part de logements restants sera constituée pour la moitié d'entre eux d'accessions intermédiaires maîtrisées dont le prix de vente ne devra pas dépasser le plafond du BRS majoré de 30 % ou de logements locatifs intermédiaires (PLI).**

Modalités d'application :

Le nombre de logements aidés à réaliser après calcul du pourcentage est le nombre entier le plus proche.

L'ensemble de ces dispositions s'appliquent au niveau de l'unité foncière existante à la date de l'approbation de la modification simplifiée n°1 du PLU.

2.2 LA MODIFICATION DU CHANGEMENT DE DESTINATION

L'article 1 de la zone UA du règlement du PLU est modifié pour étendre l'interdiction du changement de destinations des commerces et activités de services vers du logement, non plus seulement aux rez-de-chaussée mais à l'ensemble du bâtiment.

Extrait du règlement avant modification :

UA 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les constructions à destination industrielle ou d'entrepôt ;
- Les constructions à destination de commerce de gros ;
- Les constructions ou installations à destination agricole ;
- Le changement de destination des rez-de-chaussée des locaux commerciaux existants en limite d'espace public en logement ou annexe à l'habitation ;
- Les travaux, installations et aménagements suivants :
- Les terrains aménagés pour la pratique des sports ou loisirs motorisés ;
- L'installation d'une caravane ou d'une résidence mobile, y compris celles constituant l'habitat permanent des gens du voyage ;
- Les terrains de camping ou de caravanage, les parcs résidentiels de loisirs, les habitations légères de loisirs et les résidences mobiles de loisirs ;
- Les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes ou campings car ou de résidences mobiles de loisirs ;
- Les dépôts de matériaux et de déchets, à l'exception de ceux nécessaires à l'exécution des services publics ou d'intérêt collectif.

Extrait du règlement après modification :

UA 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les constructions à destination industrielle ou d'entrepôt ;
- Les constructions à destination de commerce de gros ;
- Les constructions ou installations à destination agricole ;
- Le changement de destination ~~des rez-de-chaussée~~ des commerces et des activités de services existants en limite d'espace public en logement ou annexe à l'habitation ;
- Les travaux, installations et aménagements suivants :
- Les terrains aménagés pour la pratique des sports ou loisirs motorisés ;
- L'installation d'une caravane ou d'une résidence mobile, y compris celles constituant l'habitat permanent des gens du voyage ;
- Les terrains de camping ou de caravanage, les parcs résidentiels de loisirs, les habitations légères de loisirs et les résidences mobiles de loisirs ;
- Les dépôts de véhicules et les garages collectifs de caravanes ou campings car ou de résidences mobiles de loisirs ;
- Les dépôts de matériaux et de déchets, à l'exception de ceux nécessaires à l'exécution des services publics ou d'intérêt collectif.

2.3 LA MODIFICATION DES REGLES RELATIVES A L'ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS

Plusieurs paragraphes de l'article 9 de toutes les zones du PLU viennent être modifiés.

Tout d'abord, le paragraphe relatif aux toitures est modifié pour donner un cadre plus précis à l'aspect des toitures des constructions d'habitations dans l'ensemble des zones du PLU. L'interdiction de certains matériaux

(produits bitumineux, panneaux fibrociment, etc.) est étendue aux sous-faces de toit et planches de rive, et non plus qu'aux seules couvertures de pentes.

L'obligation d'une toiture 2 pentes est étendue aux annexes.

La réglementation relative à l'installation de panneaux solaires ou photovoltaïques en toiture sera harmonisée et assouplie (installation en superstructure autorisée, couverture par les panneaux de 50% maximum de la surface du pan de toiture).

Extrait du règlement avant modification :

U / 1 AU / 1AUY / A / N 9 - ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

[...]

Toitures

Les toitures des bâtiments* doivent être à deux versants ou plus, avec une pente comprise entre 30 et 35 %. Les extensions* accolées au bâtiment* principal ou les annexes* pourront avoir une toiture à 1 pan.

En cas d'extension*, la toiture devra être dans le prolongement de l'existante, sans rupture de pente.

Les toitures à pentes des habitations doivent être couvertes en tuiles "canal" traditionnelles ou de tuiles à emboîtement de type romane, de couleur rouge, très galbées (arrondies) et de préférence en pose brouillée. L'emploi de matériaux de couverture en pente, à base de produits bitumineux, de panneaux de fibrociment ou polyester ondulé, de tôle ondulée ou de bac acier, est interdit.

Les ouvertures en toiture pour l'éclairage éventuel des combles doivent faire partie de la composition de la façade*. Les châssis de toit doivent être intégrés dans la pente du toit et sans débordement.

En cas d'implantation de panneaux solaires (thermiques ou photovoltaïques) en toiture, ces derniers doivent répondre aux règles suivantes :

- créer un « champ » de captage homogène en regroupant les panneaux solaires sur le pan de toiture,
- respecter une distance minimale de 0,70 m par rapport au faîtage, à la gouttière et aux rives,
- intégrer les capteurs dans le plan de la toiture, c'est-à-dire non saillants par rapport au niveau des tuiles,
- couvrir 40% maximum de la surface du pan de toiture.

Extrait du règlement après modification :

U / 1AU / 1AUY/ A / N 9 ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

[...]

Toitures

Les toitures des bâtiments* doivent être à deux versants ou plus, avec une pente comprise entre 30 et 35 %. Les extensions* accolées au bâtiment* principal ~~ou les annexes*~~ pourront avoir une toiture à 1 pan.

En cas d'extension*, la toiture devra être dans le prolongement de l'existante, sans rupture de pente.

Les toitures à pentes des habitations doivent être couvertes en tuiles "canal" traditionnelles ou de tuiles à emboîtement de type romane, de couleur rouge, très galbées (arrondies) et de préférence en pose brouillée.

~~L'emploi de matériaux à base de produits bitumineux, de panneaux de fibrociment ou polyester ondulé, de tôle ondulée ou de bac acier est interdit pour les matériaux de couverture en pente, de sous-faces, de planches de rives.~~

Les ouvertures en toiture pour l'éclairage éventuel des combles doivent faire partie de la composition de la façade*. Les châssis de toit doivent être intégrés dans la pente du toit et sans débordement.

L'installation de panneaux solaires ou photovoltaïques sur toiture doit rechercher le meilleur compromis entre performance énergétique et intégration architecturale et paysagère :

- Respect d'une distance minimale de 0,70 m par rapport au faîtage, à la gouttière et aux rives,
- Installation soit en intégration à la toiture, soit en superstructure. Dans ce cas, les panneaux respecteront la pente principale du toit et leur surépaisseur ne dépassera pas 10 centimètres au-dessus du galbe de la tuile (structure porteuse + panneau) ;
- Présentation d'une couleur parfaitement uniforme (panneau + encadrement) ;
- La zone d'implantation des panneaux devra présenter une forme géométrique régulière, type carré ou rectangle ;
- Couvrir 50% maximum de la surface du pan de toiture.

Le paragraphe relatif aux façades et menuiseries est également modifié afin de réglementer la forme et l'aspect des volets ainsi que les dimensions des ouvertures, et cela dans toutes les zones du PLU.

Extrait du règlement avant modification :

U / 1 AU / A / N 9 - ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

[...]

Façades* et menuiseries

Les façades* des bâtiments* doivent être de couleur blanche, hormis les éléments de colombages, charpentes, portes et volets qui sont limitées aux couleurs traditionnelles rouge basque ou vert basque. L'usage de la pierre apparente est limité à la pierre de taille.

L'enduit sera plat (taloché ou lissé), de ton blanc.

Les huisseries extérieures doivent être de couleur blanche, gris clair ou gris anthracite.

Extrait du règlement après modification :

U / 1 AU / A / N 9 - ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

[...]

Façades* et menuiseries

Les façades* des bâtiments* doivent être de couleur blanche, hormis les éléments de colombages, charpentes, portes et volets qui sont limitées aux couleurs traditionnelles rouge basque ou vert basque. L'usage de la pierre apparente est limité à la pierre de taille.

L'enduit sera plat (taloché ou lissé), de ton blanc.

Les huisseries extérieures doivent être de couleur blanche, gris clair ou gris anthracite.

Les ouvertures, hormis les façades commerciales et les portes de garages, auront une forme rectangulaire plus haute que large.

Les baies vitrées peuvent être admises sur une partie des ouvertures de chaque façade, et selon leur intégration au projet, avec une largeur limitée à 3,5m.

Les volets battants seront en bois ou d'aspect bois peints de la même couleur que les boiseries extérieures.

Les volets roulants seront autorisés selon leur intégration au projet et devront être de teinte blanche.

Les volets coulissants et les persiennes sont interdits.

Le paragraphe relatif au traitement des espaces extérieurs est lui aussi modifié et plus spécifiquement les règles relatives à la construction des portails. La hauteur maximum (1.80m) et sa couleur deviennent réglementées, et cela dans toutes les zones du PLU.

Extrait du règlement avant modification :

U / A / N 9 / 1AU - ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

[...]

Dispositions pour les constructions nouvelles

Clôtures

[...]

• Dispositions spécifiques pour le bâti ancien à valeur architecturale et patrimoniale

Traitement des espaces extérieurs

Le traitement des espaces extérieurs doit participer à la mise en valeur de la construction concernée par la « protection patrimoniale » : matériaux, plantations, clôtures, composition.

Les murs de clôtures seront préservés sur toute leur hauteur*. Ils pourront être modifiés pour la création d'un accès* ou remplacés partiellement, lorsqu'ils laisseront la place à une construction sur le même alignement* et ce au droit de l'implantation de la nouvelle construction.

Les clôtures anciennes : pierres sèches, murets enduits à la chaux à dos arrondi ou larges pierres plates (lauses) fichées verticalement dans le sol, seront si possible conservées, restaurées, complétées. Les portails en pierre appareillés et les grilles en ferronnerie ancienne seront si possible conservés.

Extrait du règlement après modification :

ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

[...]

Dispositions pour les constructions nouvelles

Clôtures

[...]

Dans le cas d'une création d'un accès par un portail, la hauteur du portail et des piliers est limitée à 1m80. Sa couleur devra être soit rouge basque, vert basque ou blanche.

Dispositions spécifiques pour le bâti ancien à valeur architecturale et patrimoniale

Traitement des espaces extérieurs

Le traitement des espaces extérieurs doit participer à la mise en valeur de la construction concernée par la « protection patrimoniale » : matériaux, plantations, clôtures, composition.

Les murs de clôtures seront préservés sur toute leur hauteur*. Ils pourront être modifiés pour la création d'un accès* ou remplacés partiellement, lorsqu'ils laisseront la place à une construction sur le même alignement* et ce au droit de l'implantation de la nouvelle construction.

Les clôtures anciennes : pierres sèches, murets enduits à la chaux à dos arrondi ou larges pierres plates (lauses) fichées verticalement dans le sol, seront si possible conservées, restaurées, complétées. Les portails en pierre appareillés et les grilles en ferronnerie ancienne seront si possible conservés.

Dans le cas d'une création d'un accès par un portail, la hauteur du portail et des piliers est limitée à 1m80. Sa couleur devra être soit rouge basque, vert basque ou blanche.

Le paragraphe relatif aux clôtures est également amendé dans toutes les zones du PLU. Il est règlementé l'aspect des lisses des clôtures déjà autorisées par le PLU (aspect bois, rouge basque, vert basque ou blanches) et l'interdiction d'usage de certains dispositifs d'occultation ajoutés à la clôture (canisse, plastique, bâche, etc.) ainsi que les clôtures en gabion. La possibilité de clôturer avec une grille, un grillage ou des lisses ajourées est étendue à la zone UA pour harmoniser les règles de clôtures dans l'ensemble des zones U et 1AU.

Extrait du règlement avant modification :

UB ET UC 9 - ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

[...]

Clôtures

La clôture, lorsqu'elle existe, ne pourra excéder 1,50 mètre et devra être composée comme suit :

- maçonneries (murs pleins ou murs bahuts) en moellons, enduites (de ton blanc) ou en pierres apparentes, éventuellement surmontées d'une grille, d'un grillage ou de lisses et pouvant être doublé d'une haie mélangée composée d'essences choisies parmi la liste de végétaux jointe en Annexe du présent règlement. La partie maçonnée, lorsqu'elle existe, ne peut être supérieure à 1,20 mètre ;
- larges pierres plates (lauses) fichées verticalement dans le sol ;
- d'une grille, d'un grillage ou de lisses, doublé d'une haie mélangée composée d'essences choisies parmi la liste de végétaux jointe en annexe du présent règlement. **[UB et UC uniquement]**

Pour les clôtures implantées en limite avec la zone Agricole ou Naturelle, aucun mur maçonné ne sera édifié, seuls sont autorisés les murs de soubassement n'excédant pas 30 cm. Les clôtures seront réalisées en poteau béton, piquets de bois ou métal peint noir ou vert foncé et en grillage. Elles seront doublées de haies mélangées composées d'essences choisies parmi la liste de végétaux jointe en Annexe du présent règlement afin de composer un écran végétal autour de la zone urbaine.

[...]

1AU 9 - ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

[...]

Clôtures

[...]

- Les autres limites sur voie et emprise publique

La clôture, lorsqu'elle existe, ne pourra excéder 1,20 mètre et devra être composée d'une grille, d'un grillage ou de lisses, doublée d'une haie mélangée composée d'essences choisies parmi la liste de végétaux jointe en Annexe du présent règlement.

Dans le secteur 1AUA4, la limite pourra également être traitée par un muret de 0,80 mètre : maçonneries en moellons, enduites ou en pierres apparentes, pouvant être doublées d'une haie mélangée composée d'essences choisies parmi la liste de végétaux jointe en Annexe du présent règlement.

La hauteur totale de la clôture ne peut être supérieure à 1,20 mètre.

- Les limites entre parcelles

La clôture, lorsqu'elle existe, ne pourra excéder 1,50 mètre et devra être composée de l'un ou de l'autre des dispositifs suivants :

- maçonneries (murs pleins ou murs bahuts) en moellons, enduites (de ton blanc) ou en pierres apparentes, éventuellement surmontées d'une grille, d'un grillage ou de lisses et pouvant être doublé d'une haie mélangée composée d'essences choisies parmi la liste de végétaux jointe en Annexe du présent règlement. La partie maçonnée, lorsqu'elle existe, ne peut être supérieure à 1,20 mètre ;

- larges pierres plates (lauses) fichées verticalement dans le sol ;
- d'une grille, d'un grillage ou de lisses, doublé d'une haie mélangée composée d'essences choisies parmi la liste de végétaux jointe en Annexe du présent règlement.

[...]

Extrait du règlement après modification :

U 9 - ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

[...]

Clôtures

La clôture, lorsqu'elle existe, ne pourra excéder 1,50 mètre et devra être composée comme suit :

- maçonneries (murs pleins ou murs bahuts) en moellons, enduites (de ton blanc) ou en pierres apparentes, éventuellement surmontées d'une grille, d'un grillage ou de lisses et pouvant être doublé d'une haie mélangée composée d'essences choisies parmi la liste de végétaux jointe en Annexe du présent règlement. La partie maçonnée, lorsqu'elle existe, ne peut être supérieure à 1,20 mètre. **Les lisses seront en bois ou d'aspect bois couleur rouge basque, vert basque ou blanche ;**

- larges pierres plates (lauses) fichées verticalement dans le sol ;

- d'une grille, d'un grillage **souple ou rigide** ou de lisses **ajourées, systématiquement** doublé d'une haie mélangée composée d'essences choisies parmi la liste de végétaux jointe en annexe du présent règlement.

Sont exclus les dispositifs ajoutés venant occulter la transparence (bois, brande, canisse, plastique, bâche, etc.) ainsi que les clôtures en gabion.

Pour les clôtures implantées en limite avec la zone Agricole ou Naturelle, aucun mur maçonné ne sera édifié, seuls sont autorisés les murs de soubassement n'excédant pas 30 cm. Les clôtures seront réalisées en poteau béton, piquets de bois ou métal peint noir ou vert foncé et en grillage. Elles seront doublées de haies mélangées composées d'essences choisies parmi la liste de végétaux jointe en Annexe du présent règlement afin de composer un écran végétal autour de la zone urbaine.

[...]

1AU 9 - ASPECT EXTÉRIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

[...]

Clôtures

[...]

- Les autres limites sur voie et emprise publique

La clôture, lorsqu'elle existe, ne pourra excéder 1,20 mètre et devra être composée d'une grille, d'un grillage ou de lisses, doublée d'une haie mélangée composée d'essences choisies parmi la liste de végétaux jointe en Annexe du présent règlement. **Les lisses seront en bois ou d'aspect bois couleur rouge basque, vert basque ou blanche ;**

Dans le secteur 1AUA4, la limite pourra également être traitée par un muret de 0,80 mètre : maçonneries en moellons, enduites ou en pierres apparentes, pouvant être doublées d'une haie mélangée composée d'essences choisies parmi la liste de végétaux jointe en Annexe du présent règlement.

La hauteur totale de la clôture ne peut être supérieure à 1,20 mètre.

Sont exclus les dispositifs ajoutés venant occulter la transparence (bois, brande, canisse, plastique, bâche, etc.) ainsi que les clôtures en gabion.

Dans le cas d'une création d'un accès par un portail, la hauteur du portail et des piliers est limitée à 1m80. Sa couleur devra être soit rouge basque, vert basque ou blanche.

- Les limites entre parcelles

La clôture, lorsqu'elle existe, ne pourra excéder 1,50 mètre et devra être composée de l'un ou de l'autre des dispositifs suivants :

- maçonneries (murs pleins ou murs bahuts) en moellons, enduites (de ton blanc) ou en pierres apparentes, éventuellement surmontées d'une grille, d'un grillage ou de lisses et pouvant être doublé d'une haie mélangée composée d'essences choisies parmi la liste de végétaux jointe en Annexe du présent règlement. La partie maçonnée, lorsqu'elle existe, ne peut être supérieure à 1,20 mètre ; Les lisses seront en bois ou d'aspect bois couleur rouge basque, vert basque ou blanche ;
- larges pierres plates (lauses) fichées verticalement dans le sol ;
- d'une grille, d'un grillage ou de lisses, doublé d'une haie mélangée composée d'essences choisies parmi la liste de végétaux jointe en Annexe du présent règlement.

Sont exclus les dispositifs ajoutés venant occulter la transparence (bois, brande, canisse, plastique, bâche, etc.) ainsi que les clôtures en gabion.

[...]

2.4 LA MODIFICATION DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE STATIONNEMENT

Dans toutes les zones U et dans la zone 1AU du PLU, l'article 10 du règlement sera modifié pour imposer une place de stationnement visiteur pour une opération de 4 lots. Auparavant, cette imposition s'appliquait pour toutes « constructions groupées ou de logements collectifs ». Préciser une taille d'opération précise permet d'adapter les besoins en équipements des projets et éviter certaines dérives telles que le stationnement sauvage.

Extrait du règlement avant modification :

U / 1AU 10 - OBLIGATION EN MATIERE DE STATIONNEMENT

[...]

Pour les constructions destinées à l'habitation

- Deux places de stationnement minimum pour chaque logement.
- Dans le cas de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, chaque logement doit disposer d'une aire de stationnement. Toutefois, il n'y a pas d'obligation de réaliser des aires de stationnement dans le cas de travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments* affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, y compris dans le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface de plancher*, dans la limite d'un plafond de 50 % de la surface de plancher* existant avant le commencement des travaux.
- Dans le cas d'opérations de constructions groupées ou de logements collectifs, il sera aménagé une place visiteur, aisément accessible depuis l'espace public, pour quatre logements.
- Les bâtiments* collectifs neufs à usage principal d'habitation équipé de places de stationnement individuelles couvertes ou d'accès* sécurisé doivent posséder un espace réservé au stationnement sécurisé des vélos à raison de 0,75 m² par logement pour les logements jusqu'à deux pièces principales et de 1,5 m² par logement dans les autres cas.

Extrait du règlement après modification :

OBLIGATION EN MATIERE DE STATIONNEMENT

[...]

Pour les constructions destinées à l'habitation

- Deux places de stationnement minimum pour chaque logement.
- Dans le cas de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, chaque logement doit disposer d'une aire de stationnement. Toutefois, il n'y a pas d'obligation de réaliser des aires de stationnement dans le cas de travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments* affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, y compris dans le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface de plancher*, dans la limite d'un plafond de 50 % de la surface de plancher* existant avant le commencement des travaux.
- Dans le cas d'opérations **de 4 logements et plus (nouvelles constructions, divisions en vue de construire et réhabilitation ou changement de destination d'un bâtiment existant) constructions groupées ou de logements collectifs**, il sera aménagé une place visiteur, aisément accessible depuis l'espace public, pour quatre logements. **Le nombre de places visiteur à réaliser sera arrondi à l'entier supérieur.**
- Les bâtiments* collectifs neufs à usage principal d'habitation équipé de places de stationnement individuelles couvertes ou d'accès* sécurisé doivent posséder un espace réservé au stationnement sécurisé des vélos à raison de 0,75 m² par logement pour les logements jusqu'à deux pièces principales et de 1,5 m² par logement dans les autres cas.

2.5 LA MODIFICATION DES REGLES D'IMPLANTATION DES CONSTRUCTONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Dans toutes les zones U et dans la zone 1AU du PLU, l'article 6 du règlement sera modifié pour permettre une implantation des piscines (non couvertes) sans distance minimum avec une autre construction. L'objectif est de réduire les contraintes réglementaires pour la réalisation de piscines en zones urbaines.

Extrait du règlement avant modification :

U 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

La distance minimum entre deux constructions non contiguës est fixée à 3 m.

Extrait du règlement après modification :

U 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

La distance minimum entre deux constructions non contiguës est fixée à 3 m, **à l'exception des piscines non couvertes pour lesquelles il n'y a pas de distance minimum à respecter.**

2.6 LA MODIFICATION DES REGLES RELATIVES AUX CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES

L'article 13 des zones AU viendra préciser la largeur des voies douces partagées (cycles et piétons) en fonction du type de voie réalisée. Le développement des mobilités douces doit être favorisé ; imposer la réalisation de voies douces mais aussi leur largeur permettra de réaliser des voies sécurisées et réellement pratiquées.

Extrait du règlement avant modification :

AU 13 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

[...]

Voirie

Toute voie nouvelle doit avoir une largeur de chaussée minimale de 3 m pour les voies à sens unique et de 6 m pour les voies à double sens.

Les parcours piétons sont obligatoires le long des voies nouvelles sur au moins un côté de la voie. Ils auront une largeur minimale d'1,40 mètre.

Les voies en impasse peuvent être autorisées si aucune autre possibilité n'est offerte. Lorsque la création d'une voie en impasse est rendue nécessaire, une aire de retournement (placette circulaire, un T ou un Y de retournement) doit être aménagée à son extrémité dès lors qu'elle a une longueur supérieure à 60 mètres de façon à ce que les véhicules lourds (matériel de lutte contre l'incendie, enlèvement des ordures ménagères...) puissent faire demi-tour.

Extrait du règlement après modification :

AU 13 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES ET D'ACCES AUX VOIES OUVERTES AU PUBLIC

[...]

Voirie

Toute voie nouvelle doit avoir une largeur de chaussée minimale de 3 m pour les voies à sens unique et de 6 m pour les voies à double sens.

~~Les parcours piétons~~ Les voies douces partagées (cycles et piétons) sont obligatoires le long des voies nouvelles sur au moins un côté de la voie. Les voies douces auront une largeur minimale de 2,80 mètres pour les voies de desserte principales et les parcours piétons auront une largeur minimale de 1,40 mètres pour les voies de desserte secondaires.

Les voies en impasse peuvent être autorisées si aucune autre possibilité n'est offerte. Lorsque la création d'une voie en impasse est rendue nécessaire, une aire de retournement (placette circulaire, un T ou un Y de retournement) doit être aménagée à son extrémité dès lors qu'elle a une longueur supérieure à 60 mètres de façon à ce que les véhicules lourds (matériel de lutte contre l'incendie, enlèvement des ordures ménagères...) puissent faire demi-tour.

2.7 LA MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME AVEC LE SDEP EN VIGUEUR

Afin de mettre à jour et en cohérence le PLU avec le schéma directeur des eaux pluviales (SDEP) en vigueur, des précisions sont apportées à l'article 14 de toutes les zones du PLU. Les règles relatives au dimensionnement des ouvrages de rétention sont ainsi complétées.

Extrait du règlement avant modification :

U / 1AU / 1AUY / A / N 14 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX

[...]

Eaux pluviales

Toute construction ou installation doit privilégier la gestion des eaux pluviales à la parcelle. Des dispositifs d'infiltration et/ou de rétention (noues, bassins, puits d'infiltration,...) doivent permettre de réguler les débits

reçus des surfaces imperméabilisées afin de préserver à l'aval du terrain un débit et une qualité des eaux identiques à ceux qui préexistaient avant l'opération.

Tout nouvel aménagement générant une augmentation de l'imperméabilisation du sol en place devra ainsi bénéficier de la mise en place d'un volume de stockage des eaux pluviales correspondant à l'écrêtement de la pluie 88 mm avec un débit de fuite de 3l/s/ha de surface nouvellement aménagée.

Il n'est pas fixé de règle pour des superficies d'imperméabilisation supplémentaires par rapport à l'existant inférieures à 40m².

Ces ouvrages, qu'ils soient à ciel ouvert ou enterrés, doivent être obligatoirement contrôlés et entretenus régulièrement par la personne physique ou morale qui en aura la charge.

Extrait du règlement après modification :

U / 1AU / 1AUY / A / N 14 – CONDITIONS DE DESSERTE DES TERRAINS PAR LES RÉSEAUX

[...]

Eaux pluviales

Toute construction ou installation doit privilégier la gestion des eaux pluviales à la parcelle. Des dispositifs d'infiltration et/ou de rétention (noues, bassins, puits d'infiltration, ...) doivent permettre de réguler les débits reçus des surfaces imperméabilisées afin de préserver à l'aval du terrain un débit et une qualité des eaux identiques à ceux qui préexistaient avant l'opération.

Tout nouvel aménagement générant une augmentation de l'imperméabilisation du sol en place devra ainsi bénéficier de la mise en place d'un volume de stockage des eaux pluviales correspondant à l'écrêtement de la pluie 88 mm/m² **imperméabilisé**, avec un débit de fuite de 3l/s/ha de surface nouvellement aménagée.

L'application de cette règle est effectuée sur des superficies d'imperméabilisation supplémentaires par rapport à l'existant et cumulées aux surfaces antérieures de plus de 40 m² à compter de la date d'approbation du PLU. L'imperméabilisation supplémentaire sera définie en fonction du projet du pétitionnaire et des imperméabilisations antérieures à la demande dont le pétitionnaire devra prouver qu'elles ont été autorisées préalablement par l'État ou les collectivités territoriales.

La démolition totale d'une construction existante entraîne la perte des droits acquis.

Pour toute opération réalisée sur une emprise foncière supérieure ou égale à 1 500 m² et/ou sur des surfaces imperméabilisées modifiées dans le cadre du projet, il pourra être demandé, en fonction de la capacité de l'exutoire, une amélioration par rapport à la situation existante en vue de ramener le débit de rejet à 3l/s/ha pour une pluie de 88 mm.

Les propriétaires des nouvelles constructions devront mettre en œuvre un régulateur/limiteur de débit approuvé par les services. Dans tous les cas, il sera nécessaire de respecter un diamètre minimal de l'orifice de fuite de 20 mm avec grille de protection démontable pour assurer son entretien.

Pour toute nouvelle construction, le raccordement direct des trop-pleins de bassin de rétention sur un collecteur unitaire ou pluvial est interdit. Un ouvrage de rétention ou d'infiltration de surface ne doit posséder aucun trop plein vers l'extérieur de l'unité foncière. Les eaux de trop-plein devront être gérées par débordement sur la parcelle du projet, sans porter atteinte aux propriétés riveraines ou aux voies publiques.

Tout raccordement d'épuisement de nappe notamment de parking souterrain sur un réseau pluvial ou unitaire raccordé à une station de traitement est interdit.

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales, qu'ils soient à ciel ouvert ou enterrés, doivent être obligatoirement contrôlés et entretenus régulièrement par la personne physique ou morale qui en aura la charge.

Le dimensionnement du bassin de rétention et du débit de fuite seront calculés par les formules suivantes :

- Volume du bassin (en m³) = surface imperméabilisée projet (en m²) X 0,088
- Débit de fuite du bassin = Q (en l/s) = surface imperméabilisée du projet (en ha) X 3

SURFACE TOTALEMENT IMPERMEABILISEE	SURFACE REGULEE	SURFACE PERMEABLE OU INFILTREE
Toiture, voirie, toiture terrasse, parking totalement imperméabilisé, trottoir, piste cyclable, bassin à ciel ouvert, noues, tuile, asphalte, béton, dallage,	Toiture végétalisée, evergreen ou autre solution favorisant l'infiltration, voirie en gravillons, cailloux	Espace naturel ou végétalisé (pelouse, espace boisé, prairie...), espace géré par une solution compensatoire indépendante
Coefficient d'apport = 1	Coefficient d'apport = 0,5	Coefficient d'apport = 0

2.8 LA MODIFICATION DU GLOSSAIRE

Pour lever toute incohérence de définition entre le glossaire du règlement du PLU et les définitions inscrite dans le SDEP, il est envisagé de reprendre la définition de l'« espace de pleine terre » au sein du glossaire du règlement du PLU et de la remplacer par la définition issue du SDEP.

Le glossaire du règlement du PMU est également complété au niveau de la définition d'une « annexe ». Y sont intégrées les piscines à considérer désormais comme des annexes et non des extensions.

La définition d'une « voies ouvertes à la circulation publique » est complétée afin de préciser un cas sortant du champ d'application.

Extrait du règlement avant modification :

Glossaire

Annexe

Une Annexe est une construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale. Elle doit être implantée selon un éloignement restreint entre les deux constructions afin de marquer un lien d'usage. Elle peut être accolée ou non à la construction principale avec qui elle entretient un lien fonctionnel, sans disposer d'accès direct depuis la construction principale.

Il pourra s'agir de garages, abris de jardin, pool-house,... Il est rappelé qu'au sens du Code de l'Urbanisme, les piscines sont à considérer comme des constructions. La réalisation d'une piscine doit donc suivre les règles édictées par le PLU pour ces dernières.

Extrait du règlement après modification :

Annexe

Une Annexe est une construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale. Elle doit être implantée selon un éloignement restreint entre les deux constructions afin de marquer un lien d'usage. Elle peut être accolée ou non à la construction principale avec qui elle entretient un lien fonctionnel, sans disposer d'accès direct depuis la construction principale.

Il pourra s'agir de garages, abris de jardin, pool-house,... Il est rappelé qu'au sens du Code de l'Urbanisme, les piscines sont à considérer comme des constructions. **Les piscines sont à considérer comme des annexes à l'habitation et non des extensions.** La réalisation d'une piscine doit donc suivre les règles édictées par le PLU pour les annexes.

Espaces de pleine terre

Les Espaces de pleine terre sont des espaces libres non bâtis ni en surface ni en sous-sol et végétalisés, permettant la libre infiltration des eaux pluviales. Les ouvrages d'infrastructure participant à l'équipement urbain (réseaux, canalisations...) ne sont pas de nature à déqualifier un espace de pleine terre. Les aires de stationnement végétalisées ne sont pas comptabilisées en espace de pleine terre.

Extrait du règlement après modification :

Espaces de pleine terre

L'espace peut être qualifié de pleine terre s'il n'est le support d'aucun aménagement autre que les aménagements propres aux jardins et espaces verts, ni d'aucune construction, aussi bien au-dessus du sol qu'au-dessous du niveau du sol naturel sur une profondeur de 10 mètres. L'espace de pleine terre correspondant aux espaces verts non aménagés et non occupés. Il peut en revanche être traversé par des réseaux techniques aériens ou souterrains.

Voies ouvertes à la circulation publique

La notion de voie ouverte à la circulation publique recouvre les voies publiques ou privées qui peuvent être librement empruntées par toute personne circulant à pied ou par un moyen de transport individuel ou collectif. Elle comprend la partie de la chaussée ouverte à la circulation des véhicules motorisés, les itinéraires cyclables, l'emprise réservée au passage des piétons, et les fossés et talus la bordant.

Extrait du règlement après modification :

Voies ouvertes à la circulation publique

La notion de voie ouverte à la circulation publique recouvre les voies publiques ou privées qui peuvent être librement empruntées par toute personne circulant à pied ou par un moyen de transport individuel ou collectif. Elle comprend la partie de la chaussée ouverte à la circulation des véhicules motorisés, les itinéraires cyclables, l'emprise réservée au passage des piétons, et les fossés et talus la bordant.

Sort du champ d'application des voies ouvertes à la circulation publique, tout chemin privé dont l'usage est identifié comme exclusivement privé.

2.9 LA MODIFICATION DES ANNEXES

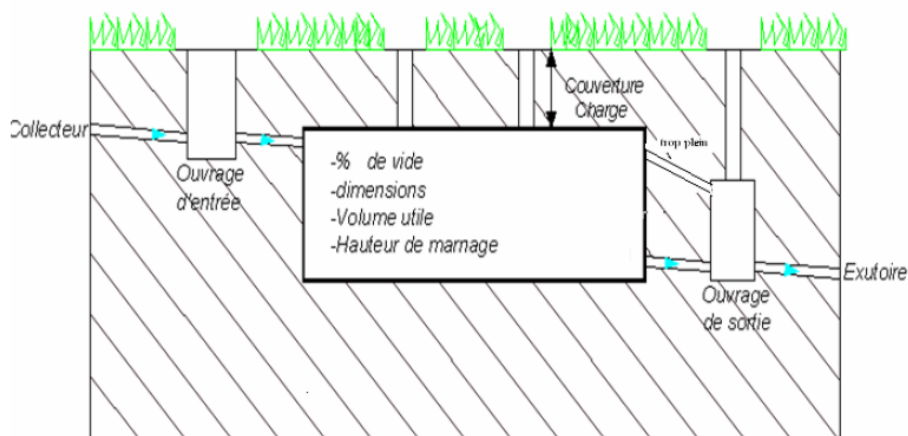
L'annexe n°3 du schéma de principe pour un bassin de rétention enterré est modifié pour être conforme au SDEP.

Extrait du règlement (annexe n°3) avant modification :

L'ouvrage devra permettre une bonne répartition de l'eau stockée.

Chaque ouvrage de rétention doit être :

- dimensionné individuellement, en fonction des surfaces aménagées raccordées,
- être équipé en sortie d'un régulateur de débit.



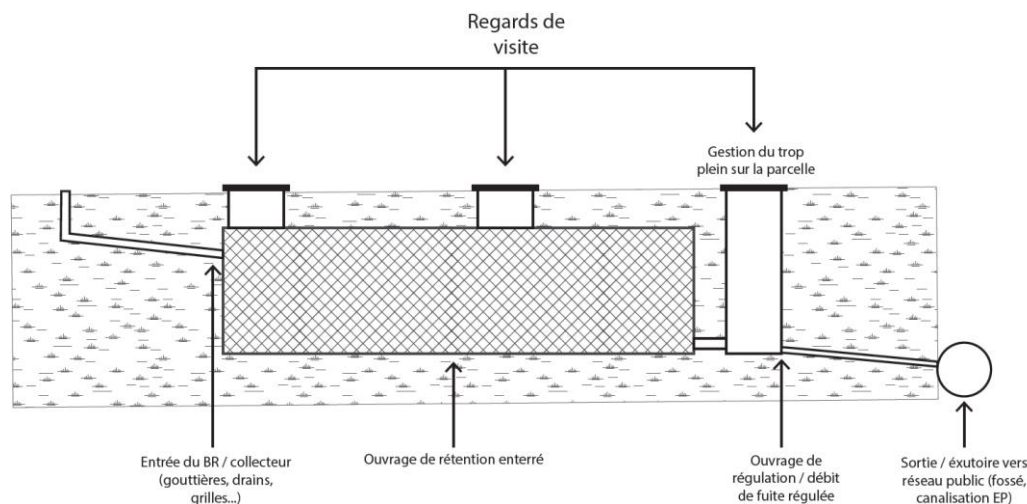
Extrait après modification :

L'ouvrage devra permettre une bonne répartition de l'eau stockée.

Chaque ouvrage de rétention doit être :

- dimensionné individuellement, en fonction des surfaces aménagées raccordées,
- être équipé en sortie d'un régulateur de débit.

Schéma illustratif :



3 LES CHANGEMENTS APPORTES AUX PIÈCES DU PLU

Au vu des modifications à apporter, il y a lieu, en application de l'article L.153-36 du code de l'urbanisme, de modifier les pièces suivantes du PLU jusqu'ici en vigueur :

- La pièce n°3 – Règlement

Par ailleurs, conformément à l'article R.151-5 du Code de l'urbanisme, la présente notice explicative vient compléter le rapport de présentation du PLU en vigueur approuvé en 2019.

4 LES INCIDENCES DU PROJET DE LA MODIFICATION DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

Les procédures d'évolution de PLU sont soumises à une analyse de leurs incidences sur l'environnement suivant les évolutions qu'elles engendrent.

A la suite de la décision n°400420 du conseil d'Etat du 19 juillet 2017 annulant partiellement le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du Livre Ier du Code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme, toute évolution d'un document d'urbanisme par la procédure de modification susceptible d'avoir des effets notables sur l'environnement est soumise à une évaluation environnementale. Les effets notables sur l'environnement doivent s'entendre au sens de l'annexe II à la Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001.

En conséquence, l'autorité environnementale a été saisie pour apprécier, au cas par cas, conformément aux dispositions de l'article L.104-3 du Code de l'urbanisme, si la présente procédure de modification simplifiée devait être soumise ou non à évaluation environnementale.

A cette fin, en application des articles R.104-28 et suivants du Code de l'urbanisme, une notice de demande d'examen au cas par cas portant sur la présente modification simplifiée du PLU d'Ahetze a été transmise à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe). Cette notice est annexée au présent dossier.

Le 3 juillet 2023, la MRAe a décidé de ne pas soumettre ce projet à évaluation environnementale. L'avis conforme est annexé au présent dossier.

Par délibération du Conseil communautaire du 30 septembre 2023, la Communauté d'Agglomération Pays Basque a confirmé et motivé sa volonté de ne pas réaliser une évaluation environnementale sur avis conforme de la MRAe. La délibération est annexée au présent dossier.

5. ANNEXES AU RAPPORT DE PRESENTATION (EXAMEN AU CAS PAR CAS)

1. Demande d'examen au cas par cas
2. Annexes cartographiques à la demande d'examen au cas par cas
3. Auto-évaluation dans le cadre de la demande d'examen au cas par cas (analyse des incidences du projet de modification sur l'environnement)
4. Avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe)
5. Délibération du Conseil communautaire du 30 septembre 2023 de la Communauté d'Agglomération Pays Basque décidant de ne pas réaliser d'évaluation environnementale sur avis conforme de la MRAe

AHETZE PLAN LOCAL D'URBANISME




MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 1

Annexe 1 - Demande d'examen au cas par cas



Agence Publique de Gestion Locale
Service Intercommunal Territoires et Urbanisme
Maison des Communes - rue Auguste Renoir
B.P.609 - 64006 PAU Cedex
Tél 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47
Courriel : service.urbanisme@apgl64.fr



 GOVERNEMENT <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du Code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'Autorité Environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	Articles R. 104-33 à R. 104-37 du Code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté d'Agglomération Pays Basque
SIRET
200 067 106 00019
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Communauté d'Agglomération Pays Basque 15 Avenue Maréchal Foch – CS 88507 64100 Bayonne 07.63.94.90.08. m.kabs@communaute-paysbasque.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Bruno CARRERE, Vice-Président Stratégie d'aménagement durable du territoire – Planification urbaine, patrimoniale et publicitaire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Manon KABS, chef de projet planification, Communauté d'Agglomération Pays Basque
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
15 Avenue Foch – CS 88507 64100 Bayonne

07.63.94.90.08.
m.kabs@communaute-paysbasque.fr

2. Identification du PLU

2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))

PLU

2.2 Intitulé du document

Commune d'AHETZE - PLAN LOCAL D'URBANISME

2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document

Le PLU de la commune d'AHETZE a été approuvé le 20 juillet 2019.
Une version numérique du PLU est accessible sur le site internet de la commune :
<https://www.ahetze.fr/vie-quotidienne/urbanisme-cadre-de-vie/plu/>

2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU

Le PLU couvre la commune d'AHETZE.

2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure ~~de révision~~, de modification simplifiée ~~ou de mise en compatibilité~~ du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)

La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune d'Ahetze porte uniquement sur des dispositions du règlement écrit. Aucune évolution n'est à apporter aux dispositions réglementaires graphiques figurant sur le plan de zonage ou dans les orientations d'aménagement et de programmation.

3. Contexte de la planification

3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables

Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?

☒ Oui
☐ Non

Si oui, nom du document et date d'approbation :

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires de Nouvelle-Aquitaine, approuvé le 27 mars 2020.
Le SRADDET est consultable à l'adresse suivante : [Schéma adopté & approuvé - SRADDET - La Région vous donne la parole \(nouvelle-aquitaine.fr\)](#)

Le territoire est-il couvert par un SCoT ?

☒ Oui
☐ Non

Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :

Schéma de Cohérence Territoriale Sud Pays Basque, approuvé le 05 novembre 2005.
Le SCoT est consultable à l'adresse suivante : <https://www.scot-pbs.fr/>

Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne pour les années 2022 à 2027, adopté le 10 mars 2022.
 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Côtiers Basque approuvé le 08 décembre 2015.
 Plan Climat Air Energie Territorial adopté le 19 juin 2021.
 Programme Local de l'Habitat approuvé le 02 octobre 2021.
 Plan de Mobilité Pays Basque-Adour approuvé le 3 mars 2022.

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

/

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du 03 mai 2017 décidant de ne pas soumettre la révision du PLU de la commune d'Ahetze à évaluation environnementale.

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

- ☐ Oui
☐ Non

Si oui, préciser la date de l'actualisation

/

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

/

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

- ☐ Oui
☒ Non

La révision générale du PLU de la commune d'Ahetze a été approuvée le 20 juillet 2019. Depuis, le PLU n'a fait pas fait l'objet de procédure d'évolution.

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

/

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification simplifiée (articles L.153-45 et suivants du Code de l'Urbanisme).

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

2027 habitants (population légale INSEE 2020)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	1058,2			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire (en %)	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire (en %)
zones U	155,6	14,7	155,6	14,7
zones 1 AU	8	0,8	8	0,8
zones 2 AU	2,4	0,2	2,4	0,2
zones A	464,9	43,9	464,9	43,9
zones N	427,3	40,4	427,3	40,4
Total	1058,2	100	1058,2	100

Aucune modification n'est apportée à la délimitation des zones et secteurs du PLU.

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Extrait de l'objectif du PADD relatif à la modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain : « Le PLU se fixe ainsi un objectif de densité moyenne de 15 logements à l'hectare. Avec un tel objectif de densité, et en presque doublant le pourcentage d'espaces qui seront consommés en densification du bâti existant, le présent projet de PLU devrait permettre de réduire la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers d'environ 25%. »

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Evolution	Objectifs	Zones / Article
Clarifier la règle sur l'imposition des logements sociaux en intégrant les opérations de réhabilitation, ajouter un seuil, augmenter les taux de logements sociaux à produire par seuil et intégrer l'accession et la location maîtrisée aux servitudes de mixité sociale.	Adapter les règles relatives à la réalisation de logements sociaux au contexte local. Augmenter la part de la production de logements sociaux et abordables.	U et 1AU / 3
Etendre l'interdiction du changement de destination des locaux commerciaux à l'ensemble de l'immeuble.	Préserver l'activité commerciale de proximité.	UA / 1
Réglementer l'aspect des lisses des clôtures et l'interdiction d'usage de certains dispositifs d'occultation. Harmoniser les règles concernant les clôtures entre les zones UB/UC et UA.	Préserver la qualité paysagère. Harmoniser les règles entre zones.	UA / 9
Réglementer la couleur des lisses des clôtures et interdire certains dispositifs d'occultation ajoutés.	Préserver la qualité paysagère. Harmoniser les règles entre zones U et 1AU.	U / 1AU / 9
Imposer une place de stationnement visiteur pour une opération à partir de 4 lots.	Adapter les besoins en équipements en fonction des projets.	U / 1AU / 10

Permettre une implantation des piscines (non couvertes) sans distance minimum avec une autre construction.	Réduire les contraintes réglementaires pour la réalisation de piscines en zones urbaines.	U / 1AU / 6
Harmoniser et assouplir la réglementation relative à l'installation de panneaux solaires ou photovoltaïques en toiture.	Réduire les contraintes au développement des énergies renouvelables en toiture des bâtiments. Conformité avec le PCAET Pays Basque.	U / 1AU / 1AU / A / N / 9
Réglementer les volets et les dimensions des ouvertures.	Valoriser l'architecture locale.	U / 1AU / A / N / 9
Préciser l'interdiction d'emploi des matériaux pour les sous-faces de toiture et les planches de rives.	Valoriser l'architecture locale.	U / 1AU / A / N / 9
Imposer la pose d'une toiture 2 pentes pour les annexes.	Valoriser l'architecture locale et préserver la qualité paysagère.	U / 1AU / 9
Préciser les règles concernant la réalisation de portails.	Valoriser l'architecture locale et préserver la qualité paysagère.	U / 1AU / A / N / 9
Réglementer la couleur et l'aspect des lisses des clôtures et interdire certains dispositifs d'occultation ajourés et les clôtures en gabion.	Valoriser l'architecture locale et préserver la qualité paysagère.	U / 1AU / 9
Préciser la largeur des voies douces partagées (cycles et piétons) en fonction du type de voie réalisée.	Favoriser le développement des mobilités douces en imposant la réalisation de voies douces.	AU / 13
Préciser les règles relatives à l'application du SDEP pour les ouvrages de rétention.	Mettre à jour et en cohérence le PLU avec le SDEP.	Ttes zones / 14
Reprendre la définition de l'espace de pleine terre issue du SDEP dans le glossaire du règlement du PLU.	Mettre à jour et en cohérence le PLU avec le SDEP.	Glossaire
Préciser dans le glossaire que les piscines sont considérées comme des annexes et non des extensions.	Préciser une définition pour éviter les confusions pour le pétitionnaire et pour l'instruction.	Glossaire

Voir annexe cartographique D.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

- ☐ Oui
☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

/

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/

4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
/
Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

~~Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité~~

~~/~~

4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)

~~– Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet~~

~~– Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :~~

~~☐ Oui~~

~~☐ Non~~

~~Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité~~

~~/~~

4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur

~~– Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document~~

~~/~~

~~– Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité~~

~~/~~

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les effets

/

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune est située à 1,5 km du site du site Natura 2000 Falaises de Saint-Jean-de-Luz à Biarritz, 2,5 km du site du réseau hydrographique la Nivelle, et 1,8 km du site du réseau hydrographique de la Nive.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement			
Un site inscrit ou un site classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	2 installations classées pour la protection de l'environnement sont présentes sur la commune (EARL Larre Luzia, Les Grandes carrières de la Rhune)
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un monument historique : église Saint-Martin (inscription le 05/06/1973).
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des zones humides sont connues sur le territoire (inventaire SAGE Côtiers Basques).
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le SRADDET Nouvelle Aquitaine identifie des espaces boisés en amont des vallées des cours d'eau Zirikolatzeko et Amisolako, en tant que réservoirs de biodiversité des boisements et milieux associés. Les espaces bâtis sont repérés en tant que territoires artificialisés.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF de type 2 « Bois et landes d'Ustaritz et de Saint-Pée » (n° 720008884)
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par :	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

- un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code			
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU identifie des espaces boisés classés au titre du L.113-1 du Code de l'urbanisme (environ 221,5 ha soit 21% du territoire communal).
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la Loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la Loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même ode	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du Code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du Code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
/			

6. Auto-évaluation
<p>L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.</p> <p>Se reporter à la pièce E. Auto-évaluation</p>

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Transmission du dossier aux personnes publiques associées envisagée au mois de mai 2023.
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Mise à disposition du dossier au public pendant un mois (art. L153-47 Code de l'urbanisme)
- autre, préciser les modalités
/

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
B-C	Dossier de révision , modification simplifiée ou mise en compatibilité du PLU (comportant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
D	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>

E	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site Internet	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

/

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Bayonne	le,	09/05/2023
Nom	CARRERE	Prénom	Bruno
Qualité	Vice-Président Stratégie d'aménagement durable du territoire – Planification urbaine, patrimoniale et publicitaire		

Signature :



Pour le Président et par délégation
Le Vice-Président,

Bruno CARRERE

AHETZE

PLAN LOCAL D'URBANISME



MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 1

Annexe 2 - Annexes cartographiques



Agence Publique de Gestion Locale
Service Intercommunal Territoires et Urbanisme

Maison des Communes - rue Auguste Renoir

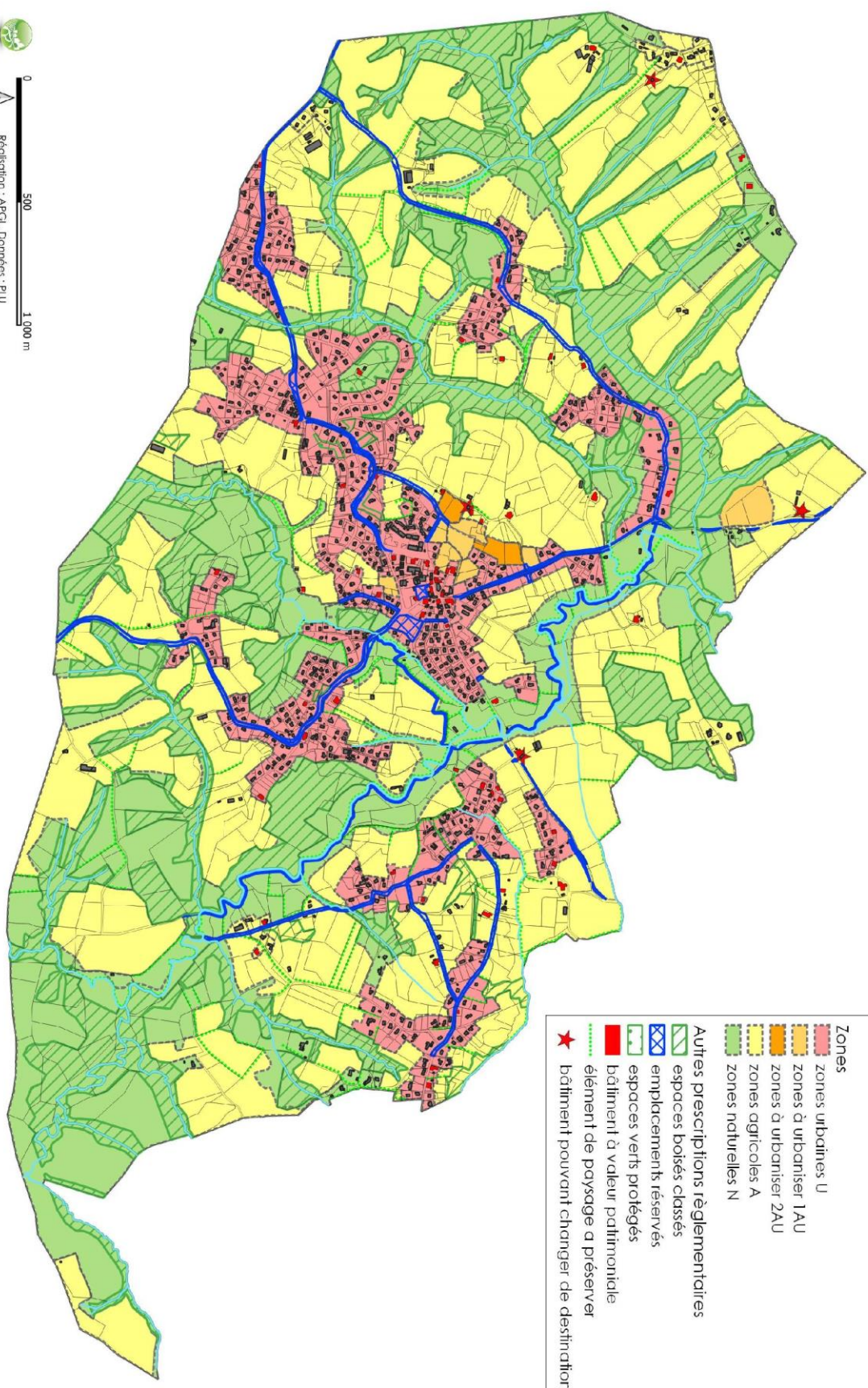
B.P.609 - 64006 PAU Cedex

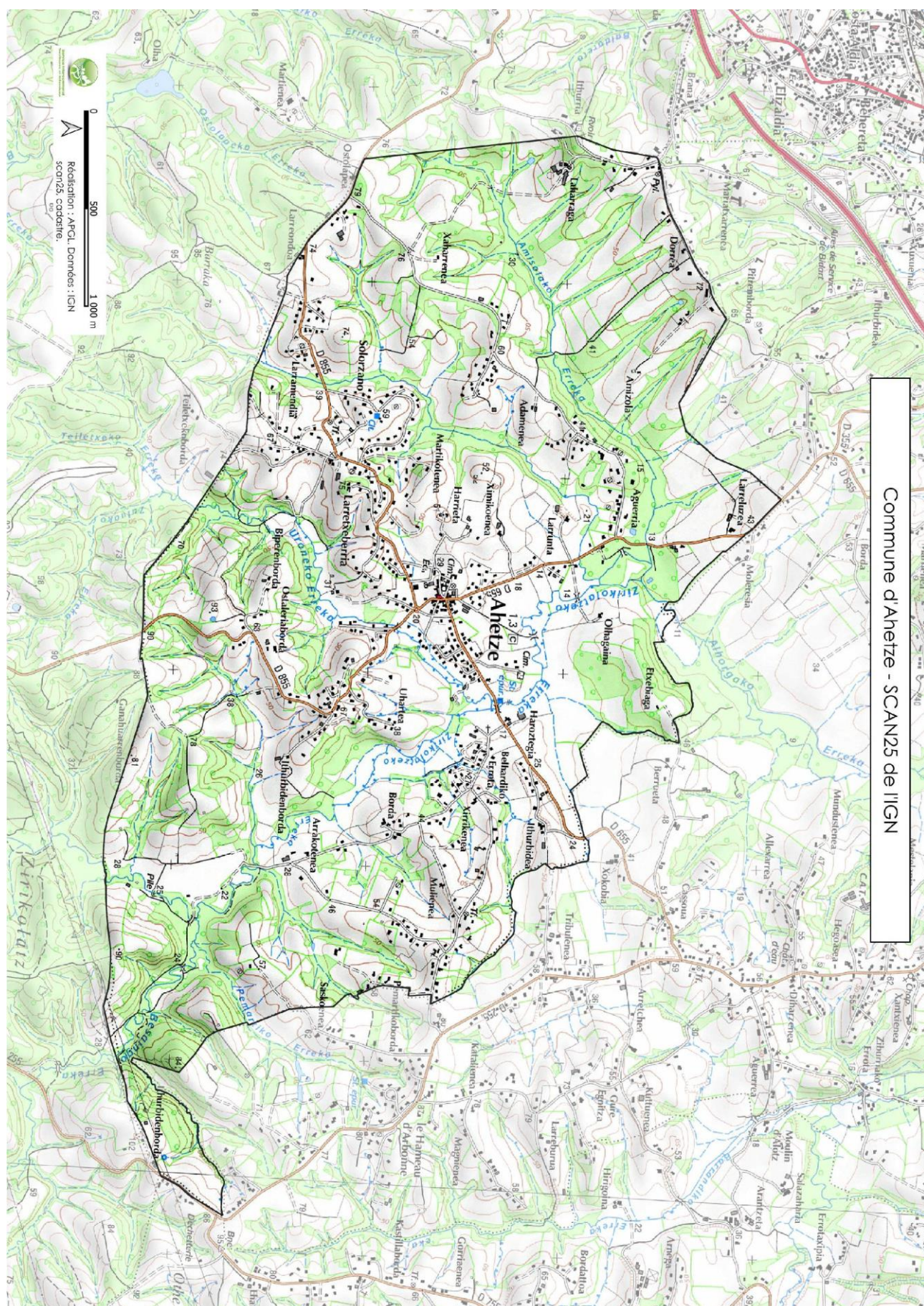
Tél 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47

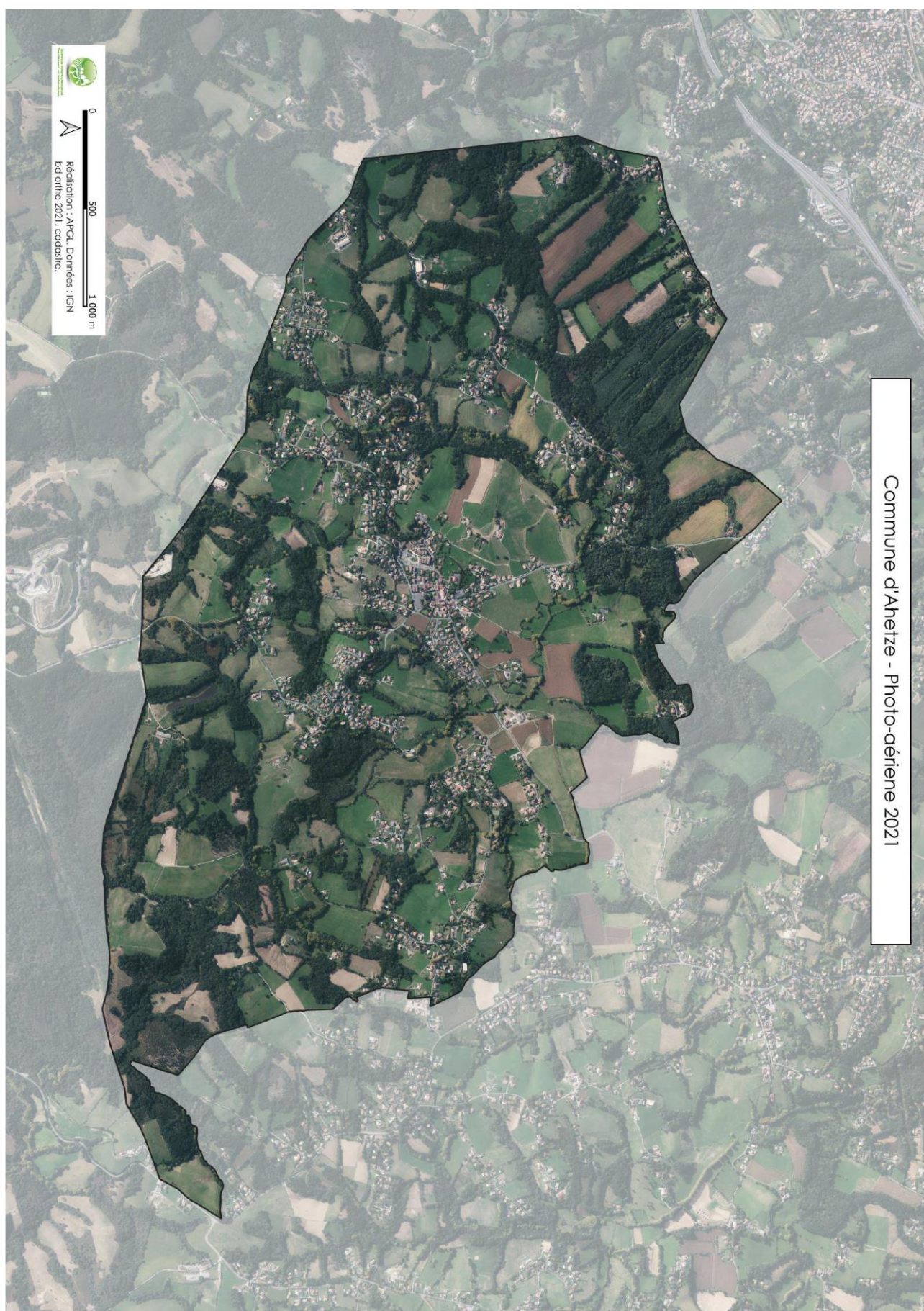
Courriel : service.urbanisme@apgl64.fr

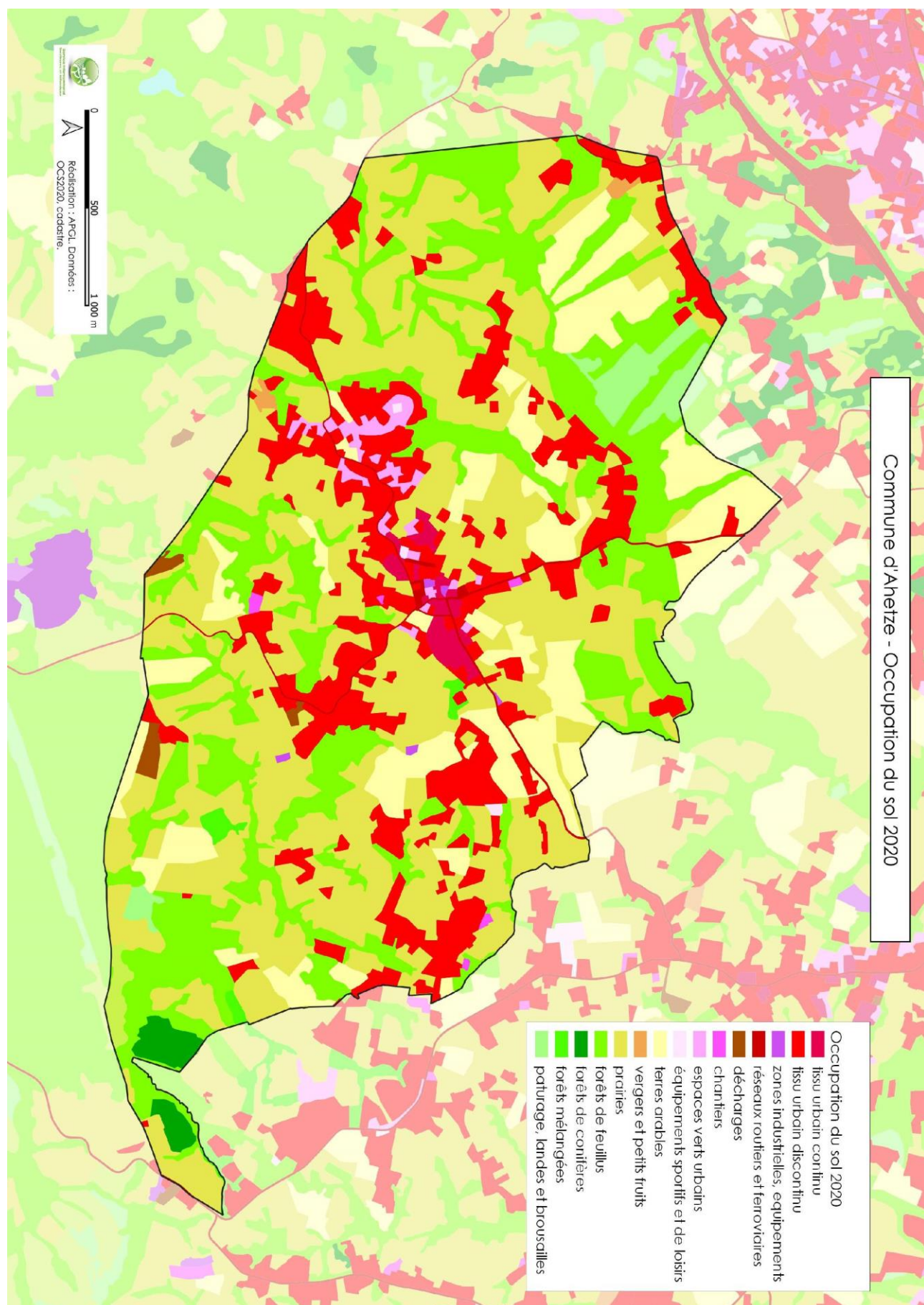


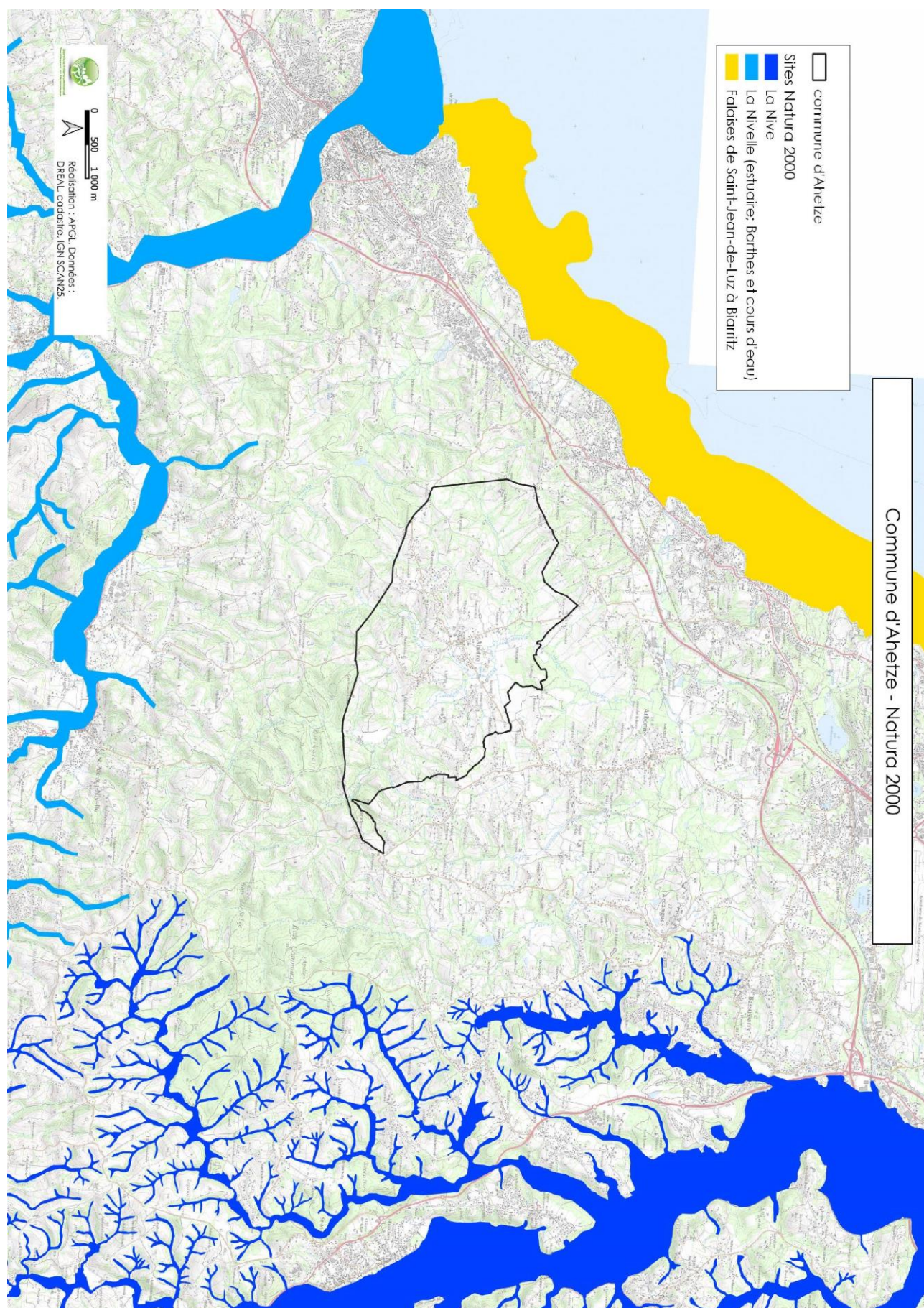
Plan de zonage du PLU approuvé le 20 juillet 2019.
SCAN 25 de l'IGN.
Photo-aérienne 2021.
Occupation du sol 2020.
Sites Natura 2000.
Profil environnemental du territoire.



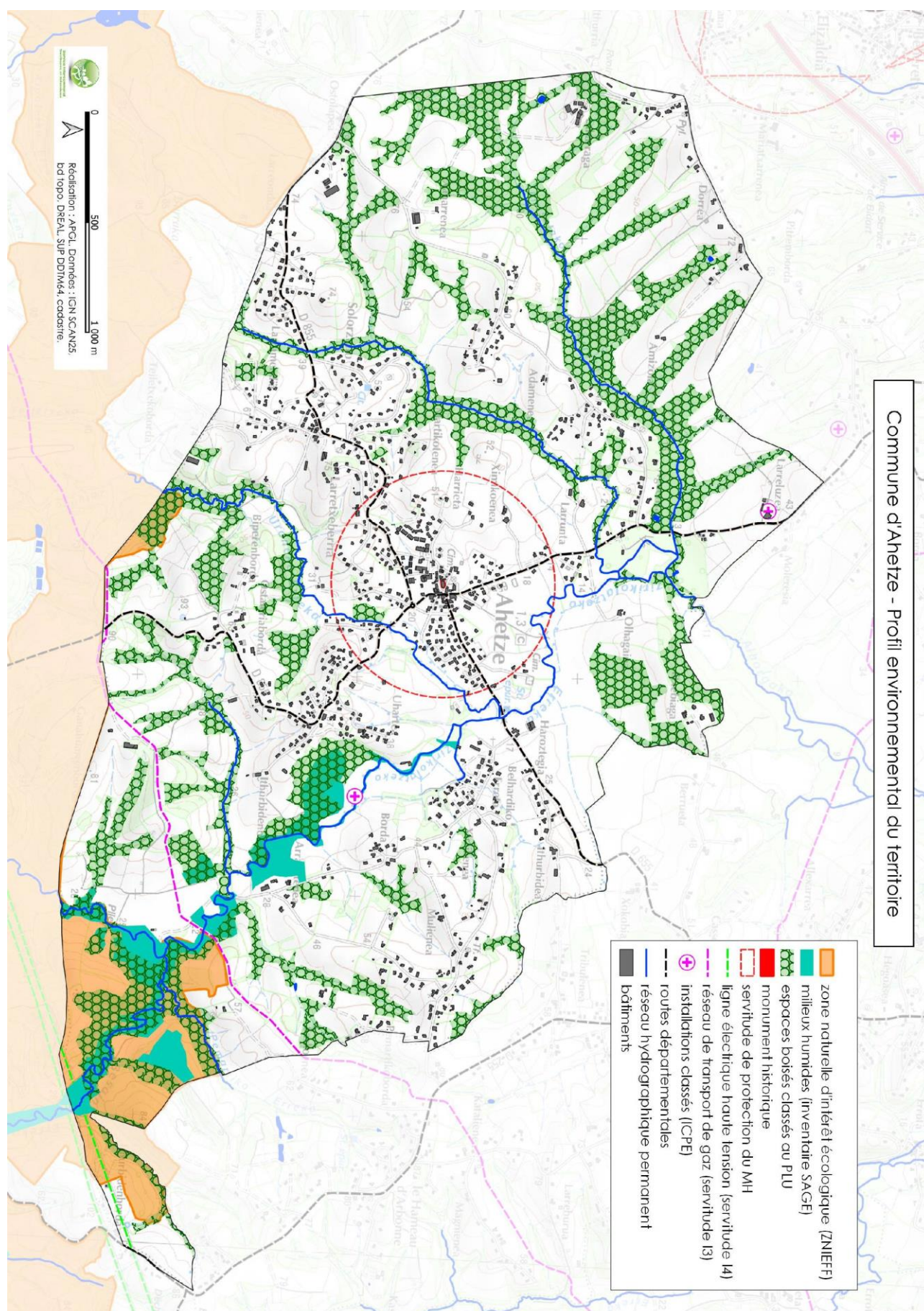








Commune d'Ahetze - Profil environnemental du territoire



AHETZE PLAN LOCAL D'URBANISME



MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 1

Annexe 3 - Auto-évaluation



Agence Publique de Gestion Locale
Service Intercommunal Territoires et Urbanisme
Maison des Communes - rue Auguste Renoir
B.P.609 - 64006 PAU Cedex
Tél 05.59.90.18.28 - Télécopie 05.59.84.59.47
Courriel : service.urbanisme@apgl64.fr



Les incidences Natura 2000.

Les incidences sur l'environnement et la santé humaine.

Conclusions.

Les cartographies jointes dans la pièce «D. Annexes cartographiques», permettent d'illustrer l'auto-évaluation.

Ces cartes représentent le contexte environnemental sur le territoire communal. Les objets abordés dans le cadre de la modification simplifiée n°1 du PLU ne concernent que des évolutions portant sur des dispositions du règlement écrit. Ces modifications ne peuvent être matérialisées sur les cartographies.

LES INCIDENCES NATURA 2000

La commune d'Ahetze n'est pas concernée par la présence de sites Natura 2000. Les sites Natura 2000 les plus proches du territoire concernent des sites délimités en application de la Directive Habitat-Faune-Flore.

- Le site « *Falaises de Saint-Jean-de-Luz à Biarritz* » (FR7200776) est présent à environ 1,5 km à l'ouest du territoire. Ce site identifie des enjeux propres à la frange littorale.
- Le site « *La Nive* » (FR7200786) est présent à environ 1,8 km à l'est. Ce site identifie des enjeux de biodiversité en lien direct avec le réseau hydrographique de la Nive.
- Le site « *La Nivelle* » (FR7200785) est présent à environ 2,5 km au sud. Ce site identifie des enjeux de biodiversité en lien directe avec le réseau hydrographique de la Nivelle.

Ces trois sites Natura 2000 identifient des enjeux propres à des contextes spécifiques (enjeux littoraux, réseaux hydrographiques de la Nive et de la Nivelle). Par ailleurs, le territoire communal n'est pas inclus dans les bassins versants de la Nive ou de la Nivelle. Le bassin versant du Zirikolatzeko (affluent de l'Uhabia), dans lequel verse le territoire communal, n'intercepte pas ces différents sites Natura 2000.

Compte tenu de cette géographie et de la distance de la commune par rapport à ces différents périmètres naturalistes, l'évolution du PLU d'Ahetze n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur ces trois sites Natura 2000.

LES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

Le tableau suivant a pour objectif d'évaluer synthétiquement les incidences que les modifications apportées au PLU sont susceptibles d'avoir sur 4 grandes thématiques environnementales :

- Biodiversité : milieu naturel, faune, flore ;
- Patrimoine : patrimoine culturel, architectural, paysager, archéologique ;
- Ressources naturelles : les sols, l'eau, l'énergie ;
- Risques et nuisances : la santé humaine, population, air, bruit, climat.

La hiérarchisation du niveau d'incidence se définit selon trois degrés.

Incidence positive	
Incidence nulle	
Incidence négative	

Objet	Objectif				
Clarifier la règle sur l'imposition des logements sociaux en intégrant les opérations de réhabilitation, ajouter un seuil, augmenter les taux de logements sociaux à produire par seuil et intégrer l'accession et la location maîtrisée aux servitudes de mixité sociale.	<p>Cette modification réglementaire en zones urbaines prévoit d'étendre la règle de mixité sociale aux opérations de réhabilitation de logements et non plus qu'aux seules opérations de constructions neuves. Cette modification prévoit de modifier les seuils de nombre de logements par opération en ajoutant un nouveau seuil. Les pourcentages de logements sociaux à produire par seuil sont également augmentés. La modification intègre également la demande de production de logements en accession à prix maîtrisé et/ou de logements locatifs intermédiaires sur une partie des logements produits non-sociaux.</p> <p>Il s'agit d'une modification relative aux types de logements déjà autorisés en zones urbaines et à urbaniser (U et 1AU) du PLU. Cette modification n'a pas d'incidence sur l'environnement territorial.</p>				
Etendre l'interdiction changement de destination des locaux commerciaux à l'ensemble de l'immeuble.	Cette évolution réglementaire prévoit dans la zone urbaine de centralité, d'étendre l'interdiction du changement de destinations des commerces et activités de services vers du logement, non plus seulement aux rez-de-chaussée mais à l'ensemble du bâtiment. Cette modification vise notamment à renforcer la mixité des fonctions urbaines dans la centralité et de protéger le commerce de proximité. Il s'agit d'une modification relative à la destination de constructions déjà existantes, qui n'a pas d'incidence sur l'environnement territorial.				
Permettre une clôture avec simple grillage (systématiquement doublée d'une haie) en zone UA et harmoniser avec les règles de clôture des zones UB et UC.	<p>Cette évolution réglementaire concerne le règlement de la zone UA, afin d'harmoniser les règles avec les zones UB et UC. Elle prévoit d'y autoriser les clôtures de type grillagées doublées d'une haie d'essences mélangées.</p> <p>Cet ajustement réglementaire est favorable à la qualité paysagère et urbaine des ensembles bâtis sur le territoire.</p>				
Imposer une place de stationnement visiteur pour une opération de 4 lots et plus.	Cet objet vient préciser dans les zones urbaines le seuil à partir duquel est imposée la réalisation de place de stationnements pour visiteurs (4 logements). Cette modification relative à l'équipement des projets est sans incidence sur l'environnement du territoire.				
Permettre une implantation des piscines (non couvertes) sans distance minimum avec une autre construction.	Cette modification prévoit de ne pas soumettre la réalisation de piscines non couvertes à la règle d'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété. Il s'agit d'une souplesse réglementaire qui est limitée aux zones urbaines du PLU. Seules sont concernées les piscines non couvertes. Cet ajustement réglementaire n'aura pas d'impact sur la forme urbaine ou le paysage des ensembles bâtis.				
Harmoniser la réglementation relative à l'installation de panneaux solaires ou photovoltaïques en toiture.	<p>Assouplir les possibilités d'installation des panneaux solaires et photovoltaïques en toiture tout en veillant à une bonne intégration de ces équipements dans l'architecture du bâti et l'environnement paysager.</p> <p>Favoriser le développement des énergies renouvelables, en cohérence avec les objectifs affichés par le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires Nouvelle-Aquitaine, et le plan climat air énergie territorial du Pays Basque.</p>				
Réglementer les volets et les dimensions des ouvertures.	Cet objet prévoit de préciser dans l'ensemble des zones du PLU, les dimensions des ouvertures des bâtiments, ainsi que la forme et l'aspect des volets. Cette modification doit permettre d'encadrer les projets de construction afin de préserver les formes architecturales du bâti traditionnel et une unité urbaine et paysagère du territoire.				

Objet	Objectif				
Préciser l'interdiction d'emploi des matériaux pour les sous-faces de toiture et les planches de rives.	Cette modification donne un cadre plus précis à l'aspect des toitures (article 9) des constructions d'habitations dans l'ensemble des zones du PLU. L'interdiction de certains matériaux (produits bitumineux, panneaux fibrociment, etc.) est étendue aux sous-faces de toit et planches de rive, et non plus qu'aux seules couvertures de pentes. Ce complément encadre davantage l'aspect extérieur des constructions. Il poursuit un objectif de préservation de la qualité architecturale des constructions traditionnelles.				
Imposer la pose d'une toiture 2 pentes pour les annexes.	Valoriser l'architecture locale et préserver la qualité paysagère.				
Préciser les règles concernant la réalisation de portails.	Cet objet prévoit de préciser à l'article 9 de l'ensemble des zones du PLU, la hauteur (1,50 mètres) et la couleur des portails. La précision de ce cadre réglementaire a pour objectif de favoriser une harmonie paysagère des limites entre espaces publics et privés, et d'avoir une cohérence architecturale entre la construction principale et ses aménagements annexes.				
Réglementer la couleur des lisses des clôtures et interdire certains dispositifs d'occultation ajoutés.	Cet objet prévoit de préciser à l'article 9 de l'ensemble des zones, l'aspect des lisses des clôtures déjà autorisées par le PLU (aspect bois, rouge basque, vert basque ou blanches) et l'interdiction d'usage de certains dispositifs d'occultation ajoutés à la clôture (canisse, plastique, bâche, etc.). Cette précision réglementaire a pour objectif de favoriser une harmonie paysagère des limites entre espaces publics et privés, et d'avoir une cohérence architecturale entre la construction principale et ses aménagements annexes.				
Préciser la largeur des voies douces partagées (cycles et piétons) en fonction du type de voie réalisée.	Cet objet vient préciser dans les zones à urbaniser, le dimensionnement des voiries déjà autorisées par le PLU. L'objectif est d'imposer la réalisation de voies douces suffisamment larges pour favoriser le développement des mobilités douces. Il s'agit d'une modification réglementaire relative à l'équipement et la desserte de terrains déjà classés en zone à urbaniser. Cette modification n'a pas d'incidence sur l'environnement territorial.				
Préciser les règles relatives à l'application du SDEP pour les ouvrages de rétention.	Cet objet prévoit de préciser à l'article 14 de l'ensemble des zones du PLU, les modalités de gestion des eaux pluviales telles qu'elles sont issues du schéma directeur de gestion des eaux pluviales. Il est notamment envisagé de reprendre les règles relatives à la compensation à l'imperméabilisation des sols qui prévoit la réalisation d'ouvrage de rétention des eaux pluviales (seuil, règle de calcul du dimensionnement, débit de fuite, etc.). La reprise des dispositions issues du SDEP dans le règlement du PLU, est favorable à une meilleure gestion des eaux urbaines, la prévention des risques inondations, la préservation de la qualité de la ressource en eau, etc.				
Reprendre la définition de l'espace de pleine terre issue du SDEP dans le glossaire du règlement du PLU.	Cet objet prévoit de réécrire la notion d'espace de pleine terre en cohérence avec la définition donnée par le schéma directeur de gestion des eaux pluviales. L'objectif est de mettre en cohérence PLU et SDEP, afin de faciliter la mise en œuvre de la réglementation. Il s'agit d'une modification de forme du document qui n'a pas d'incidence sur l'environnement territorial.				
Préciser dans le glossaire que les piscines sont considérées comme des annexes et non comme des extensions.	Cette modification induit l'intégrer les piscines dans la règle d'emprise au sol des annexes en zones agricoles et naturelles. Cette évolution réglementaire permet d'encadrer davantage la gestion et l'évolution de l'habitat diffus dans l'espace naturel et agricole. Les intérêts sont multiples : limiter l'impact de l'habitat diffus sur les activités agricoles, limiter le mitage de l'espace rural, préserver les paysages, préserver la ressource foncière.				

CONCLUSIONS

Les modifications apportées au PLU de la commune d'Ahetze portent uniquement sur des évolutions de règles écrites.

- Les évolutions apportées au PLU ne modifient pas les orientations du projet d'aménagement et de développement durable.
- Elles ne conduisent pas à réduire une zone agricole ou naturelle ou à réduire une mesure de protection du patrimoine naturel ou culturel.
- La modification simplifiée du PLU ne prévoit pas d'ouverture à l'urbanisation de zone à urbaniser.
- Les évolutions apportées au PLU ne conduisent pas à augmenter le potentiel constructible des zones urbaines et à urbaniser ou le potentiel de création de nouveaux logements.

Une partie des objets abordés dans le cadre de cette procédure concernent des précisions réglementaires relatives à des aménagements ou constructions déjà permis par le PLU (règle sur la mixité sociale, réglementation de changement de destination en zone UA, règle sur le stationnement, largeur des voiries).

De nombreux objets complètent les dispositions des articles 9 relatifs à l'aspect extérieur des constructions et des aménagements de leurs abords. Ces modifications concernent, l'aspect des ouvertures et volets, les portails et clôtures, des sous-toits et planches de rives. Ces modifications sont susceptibles d'avoir un impact positif sur la préservation de l'architecture traditionnelle des constructions et la qualité paysagère et urbaine des ensembles bâtis.

Une évolution réglementaire apportée à l'article 9 de toutes les zones a pour objectif d'assouplir les possibilités d'installation de panneaux photovoltaïques et solaires en toiture. Cet objet est favorable au développement des énergies renouvelables comme cela est encouragé par les documents supra-communaux tels que le PCAET et le SRADDET.

Une évolution apportée au glossaire précise que les piscines sont considérées comme annexe à l'habitation et non comme extension (ce qui n'est pas le cas dans le PLU en vigueur). Cela permet de donner un cadre à la réalisation de ces constructions et de tendre vers une meilleure gestion de l'habitat diffus dans l'espace rural.

Enfin, la modification simplifiée du PLU intègre à l'article 14 de l'ensemble des zones, certaines prescriptions issues du schéma directeur de gestion des eaux pluviales. L'intégration de ces dispositions dans le règlement écrit du PLU permet une meilleure application du SDEP et est favorable à la prise en compte des enjeux liés à l'eau dans les projets d'aménagement et de construction (risque, biodiversité, ressource).

Compte tenu des modifications apportées au règlement écrit du PLU de la commune d'Ahetze, l'évolution du document d'urbanisme ne présente pas d'incidences susceptibles de porter atteinte à l'environnement et la santé humaine. Par conséquent, il est évalué que la modification simplifiée n°1 du PLU ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

**Avis conforme de la Mission Régionale d'Autorité
environnementale (MRAe) de Nouvelle-Aquitaine relatif au projet
de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)
de la commune d'Ahetze (64) porté par la communauté
d'agglomération Pays Basque**

N° MRAe 2023ACNA78

dossier KPPAC-2023-14174

**Avis conforme rendu
en application du deuxième alinéa de l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme**

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Nouvelle-Aquitaine

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme notamment son article R. 104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 relatif à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020, du 2 juin 2021, du 23 novembre 2021 et du 16 juin 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le dossier fourni par la personne publique responsable enregistré sous le numéro de dossier figurant dans l'encadré ci-dessus, déposé par la communauté d'agglomération Pays Basque, reçu le 10 mai 2023 relatif à la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Ahetze (64), en application des articles R. 104-33 deuxième alinéa à R. 104-35 du Code de l'urbanisme ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 02 juin 2013 ;

Considérant que la commune d'Ahetze, 2 027 habitants en 2020 (source INSEE) sur un territoire de 1 058 hectares, souhaite apporter une première modification simplifiée à son plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 20 juillet 2019 dont la révision a fait l'objet d'une décision de non-soumission à la réalisation d'une évaluation environnementale de la part de la MRAe en date du 3 mai 2017¹;

Considérant que cette modification simplifiée n°1 porte sur :

- l'évolution de la règle de mixité sociale dans les zones urbaines U et à urbaniser 1AU pour développer l'offre de logements sociaux ;
- l'interdiction des changements de destination des locaux commerciaux pour préserver l'activité commerciale en zone urbaine UA ;
- la modification des règles relatives aux aménagements, aux constructions et à leurs abords (stationnement, desserte, aspect extérieur, piscines, installation de panneaux photovoltaïques en toiture) pour faciliter l'instruction des projets ;
- la mise à jour du PLU avec le schéma directeur des eaux pluviales en vigueur ;

Considérant les informations fournies par la collectivité ;

rend un avis conforme

sur **l'absence de nécessité** de réaliser une évaluation environnementale pour le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Ahetze (64).

Conformément à l'article R. 104-33 du Code de l'urbanisme, la communauté d'agglomération Pays Basque rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission Régionale d'Autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr>

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Ahetze (64) est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis fait l'objet de modifications. La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

À Bordeaux, le 3 juillet 2023

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
la présidente de la MRAe

Signé

Annick Bonneville

1 https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/kpp_2017_4581_r_plu_ahetze_dh_mls_signe.pdf

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 30 SEPTEMBRE 2023

OJ N° 062 - Urbanisme et aménagement de l'espace.

Procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ahetze. Délibération motivée décidant de ne pas réaliser une évaluation environnementale sur avis conforme de la MRAe.

Date de la convocation : 22 septembre 2023

Nombre de conseillers en exercice : 232

Président de séance : Monsieur Jean-René ETCHEGARAY, Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque

PRESENTS :

ACCOCEBERRY Ximun, AIRE Xole, AIZPURU Eliane, ALDACOURROU Michel, ALDANA-DOUAT Eneko, ALLEMAN Olivier, ALQUIÉ Nicolas, ANCHORDOQUY Jean-Michel, ANGLADE Jean-François, ARHANCHIAGUE Jean-Pierre, ARHIE Cyril représenté par ETCHEVERRY Pierre-Michel suppléant, ARLA Alain, AROSTEGUY Maider, ARROSSAGARAY Pierre, ARZELUS ARAMENDI Paulo, AYENSA Fabienne représentée par LARREGUY David suppléant, AYPHASSORHO Sylvain, BACHO Sauveur, BARANTHOL Jean-Marc, BARETS Claude, BARUCQ Guillaume, BEHOTEGUY Maider, BELLEAU Gabriel (jusqu'à l'OJ N°61), BERÇAÏTS Christian (jusqu'à l'OJ N°65), BERGÉ Mathieu, BERTHET André, BETAT Sylvie, BICAIN Jean-Michel représenté par ZUBELDIA Maitena suppléante, BIDART Jean-Paul, BIDEgain Gérard représenté par LASSALLE Gisèle suppléante, BISAUTA Martine, BIZOS Patrick, BONZOM Jean-Marc, BORDES Alexandre, BOUR Alexandra, BURRE-CASSOU Marie-Pierre, BUSSIRON Jean Yves, BUTORI Nicole, CACHENAUT Bernard, CAPDEVIELLE Colette, CARRERE Bruno, CARRERE Sébastien, CARRICART Pierre, CARRIQUE Renée, CASABONNE Bernard (jusqu'à l'OJ N°65), CASCINO Maud, CASET-URRUTY Christelle, CASTREC Valérie, CENDRES Bruno, CHAFFURIN André, COLAS Véronique, CORRÉGÉ Loïc, COTINAT Céline, COURCELLES Gérard, CURUTCHET Maitena, DAGORRET François, DALLEM Emmanuel (jusqu'à l'OJ N°61), DAMESTOY Hervé, DAMESTOY Odile, DANTIACQ Pascal, DARASPE Daniel, DARRICARRERE Raymond, DELGUE Lucien représenté par HARISTOY Marie-Claire suppléante, DEMARCQ-EGUIGUREN Solange, DEQUEKER Valérie, DIRATCHETTE Emile, DUHART Agnès, DUPREUILH Florence, DUTARET-BORDAGARAY Claire, DUZERT Alain, ECENARRO Kotte, ECHEVERRIA Andrée, ELGART Xavier, ELHORG Bernard, ELISSALDE Philippe représenté par ALDALURRA Odette suppléante, ERGUY Chantal, ERREMUNDEGUY Joseba, ETCHEMENDI Nicole, ETCHEMENDI Jean-Louis, ETCHEBERRY Jean-Jacques, ETCHEGARAY Jean-René, ETCHEGARAY Patrick représenté par ETCHEGOIN Christel suppléante, ETCHEMENDY Jean, ETCHEMENDY René, ETCHEMENDY Philippe, ETCHEVERRY Michel, ETXELEKU Peio, EYHERABIDE Pierre, FONTAINE Arnaud, FOSSECAVE Pascale, GALLOIS Françoise, GARICOITZ Robert, GASTAMBIDE Arño, GAVILAN Francis, GOMEZ Ruben, GONZALEZ Francis (jusqu'à l'OJ N°34), GOYHENEIX Joseph, HARAN Gilles, HARDOUIN Laurence, HARDOY Pierre, HIRIGOYEN Roland, HOUET Muriel, IBARRA Michel, IDIART Michel, IHIDOY Sébastien, INCHAUSPE Henry, INCHAUSPE Laurent, IPUTCHA Jean-Marie, IRIART Alain, IRIART BONNECAZE DEBAT Carole, IRIBARNE Pascal, IRIGOIN Jean-Pierre, IRUME Jean-Michel, ITHURRALDE Éric, JAUREGUY Christophe, JONCOHALSA Christian, KAYSER Mathieu, KEHRIG COTTENÇON Chantal, LABADOT Louis, LABEGUERIE Marc, LABORDE Michel, LABORDE LAVIGNETTE Jean-Baptiste, LACASSAGNE Alain, LAFLAQUIERE Jean-Pierre, LARRALDE André, LARRANDA Régine représentée par DUHART Mathias suppléant, LARRASA Leire, LAUQUÉ Christine, LAVIGNE Dominique, LETCHAUREGUY Maite, LOUGAROT Bernard, LOUPIEN-SUARES Déborah, LUCHILO Jean-Baptiste, MAILHARIN Jean-

Claude, MARTI Bernard, MARTIAL ETCHEGORRY Nathalie, MASSÉ Philippe, MASSONDO BESSOUAT Laurence, MIALOCQ Marie-Josée représentée par ALLEGOTTI Patrick suppléant, MILLET-BARBÉ Christian (à compter de l'OJ N°28), MOCHO Joseph, MOUESCA Colette, NADAUD Anne-Marie, NARBAIS-JAUREGUY Éric, NÉGUELOUART Pascal, OÇAFRAIN Gilbert, OÇAFRAIN Jean-Marc, OÇAFRAIN Michel représenté par DOLHARE-ÇALDUMBIDE Katixa suppléante, OLÇOMENDY Daniel, PARGADE Isabelle, PINATEL Anne, PITRAU Maïte, PONS Yves (à compter de l'OJ N°12), POYDESSUS Dominique, PRAT Jean-Michel, PRÉBENDÉ Jean-Louis, QUEHEILLE Jean-Marie, ROQUES Marie-Josée, RUSPIL Iban, SAINT-ESTEVEN Marc, SALDUMBIDE Sylvie, SAMANOS Laurence, SANS Anthony, SANSBERRO Thierry, SERRES-COUSINÉ Christine, SERVAIS Florence, SUQUILBIDE Martin, THICOIPE Xabi, TRANCHE Frédéric, TURCAT Joëlle, UGALDE Yves, URRUTICOECHEA Egoitz, URRUTY Pierre, UTHURRALT Dominique, VALS Martine, VAQUERO Manuel, YBARGARAY Jean-Claude.

ABSENTS OU EXCUSES :

ABBADIE Arnaud, ACCURSO Fabien, ALZURI Emmanuel, ARAMENDI Philippe, ARHANCET Martine, ARRABIT Bernard, BÈGUE Catherine, BIDEgain Arnaud, BLEUZE Anthony, CASTEL Sophie, CHAPAR Marie-Agnès, CHASSERIAUD Patrick, CHAZOUILERES Edouard, CURUTCHARRY Antton, CROUZILLE Cédric, DAGUERRE-ELIZONDO Marie-Christine, DARGAINS Sylvie, DAVANT Allande, DE LARA Manuel, DE PAREDES Xavier, DESTRUHAUT Pascal, DERVILLE Sandrine, DUBLANC Gilbert, DUBOIS Alain, DURAND PURVIS Anne-Cécile, DURRUTY Sylvie, ESTEBAN Mixel, ERDOZAINCY-ETCHART Christine, ETCHEBER Pierre, ETCHEVERRY Pello, FOURNIER Jean-Louis, GUILLEMIN Christian, HEUGUEROT Daniel, HIRIGOYEN Fabienne, HUGLA David, INCHAUPE Beñat, IRIART Jean-Pierre, IRIGOIN Didier, IRIGOYEN Jean-François, JAURIBERRY Bruno, LACOSTE Xavier, LAIGUILLON Cyrille, LASSERRE Florence, LASSERRE Marie, LEIZAGOYEN Sylvie, MARTIN-DOLHAGARAY Christine, MASSONDO Charles, NABARRA Dorothée, OLIVE Claude, PARIS Joseph, POYDESSUS Jean-Louis, QUIHILLALT Pierre, TELLIER François, URRUTIAGUER Sauveur, VERNASSIERE Marie-Pierre.

PROCURATIONS :

ABBADIE Arnaud à BETAT Sylvie, ALZURI Emmanuel à BOUR Alexandra, ARAMENDI Philippe à IRIART Alain, ARHANCET Martine à ELHORGÀ Bernard, BLEUZE Anthony à CASTREC Valérie, CASTEL Sophie à LACASSAGNE Alain, CHASSERIAUD Patrick à MOUESCA Colette, CHAZOUILERES Edouard à AROSTEGUY Maider, CROUZILLE Cédric à TURCAT Joëlle, CURUTCHARRY Antton à OÇAFRAIN Gilbert, DAGUERRE-ELIZONDO Marie-Christine à ETCHAMENDI Nicole, DARGAINS Sylvie à CARRIQUE Renée, DE PAREDES Xavier à SERVAIS Florence, DERVILLE Sandrine à BERGÉ Mathieu, DESTRUHAUT Pascal à DEMARCQ-EGUIGUREN Solange, DUBOIS Alain à DAMESTOY Hervé, DURAND PURVIS Anne-Cécile à LABORDE Michel, DURRUTY Sylvie à ETCHEGARAY Jean-René, ERDOZAINCY-ETCHART Christine à LARRALDE André, ESTEBAN Mixel à MARTI Bernard, ETCHEBER Pierre à ERGUY Chantal, ETCHEVERRY Pello à FOSSECAVE Pascale, FOURNIER Jean-Louis à LABORDE LAVIGNETTE Jean-Baptiste, HEUGUEROT Daniel à RUSPIL Iban, HIRIGOYEN Fabienne à PARGADE Isabelle, HUGLA David à DAMESTOY Odile, IRIGOIN Didier à CASABONNE Bernard (jusqu'à l'OJ N°65), IRIGOYEN Jean-François à HIRIGOYEN Roland, LACOSTE Xavier à CACHENAUT Bernard, LASSERRE Florence à LAFLAQUIERE Jean-Pierre, LASSERRE Marie à BERTHET André, MARTIN-DOLHAGARAY Christine à ERREMUNDEGUY Joseba, MASSONDO Charles à FONTAINE Arnaud, MILLET-BARBÉ Christian à ALLEMAN Olivier (jusqu'à l'OJ N°27), OLIVE Claude à DEQUEKER Valérie, PARIS Joseph à DANTIACQ Pascal, TELLIER François à THICOIPE Xabi, VERNASSIERE Marie-Pierre à IBARRA Michel.

SECRETAIRE DE SEANCE : Monsieur JOSEBA ERREMUNDEGUY

Modalités de vote : VOTE A MAIN LEVEE

OJ N° 062 - Urbanisme et aménagement de l'espace.

Procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ahetze. Délibération motivée décidant de ne pas réaliser une évaluation environnementale sur avis conforme de la MRAe.

Rapporteur : Monsieur Bruno CARRERE

Mes chers collègues,

La révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Ahetze a été approuvée le 20 juillet 2019 et n'a pas fait l'objet d'évolution. Après trois ans d'application du document, par décision du Président du 6 avril 2023, la Communauté d'Agglomération Pays Basque a engagé une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme afin d'apporter divers ajustements au règlement écrit entrant dans le champ d'application de la procédure de modification simplifiée défini à l'article L.153-45 du code de l'urbanisme.

La modification simplifiée n°1 vise notamment à modifier les règles relatives aux servitudes de mixité sociale, à encadrer les changements de destination, à réglementer de manière plus spécifique et homogène l'aspect extérieur des constructions, à modifier les obligations en matière de stationnement, les règles relatives à l'implantation des piscines, aux conditions de desserte des terrains par les voies, à mettre en concordance le PLU avec le schéma directeur des eaux pluviales et à modifier le glossaire.

En application des dispositions du code de l'environnement et du code de l'urbanisme, en cas de modification simplifiée d'un Plan Local d'Urbanisme, la personne publique responsable de la procédure peut décider de :

- réaliser une évaluation environnementale ;
- ou ne pas réaliser une évaluation environnementale si elle estime que cette évaluation n'est pas nécessaire. Dans ce cas, la personne publique doit saisir l'Autorité Environnementale pour avis conforme, puis confirmer sa décision de ne pas réaliser une évaluation environnementale par délibération motivée.

Conformément aux textes précités, le 10 mai 2023, la Communauté d'Agglomération Pays Basque a transmis à l'Autorité Environnementale (MRAe) le dossier de consultation permettant de recueillir son avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale. Ce dossier comporte notamment l'exposé mentionné au 2° de l'article R. 104-34 du code de l'urbanisme, à savoir :

- a) les caractéristiques principales du document d'urbanisme en cause ;
- b) l'objet de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ahetze ;
- c) les caractéristiques principales, la valeur et la vulnérabilité du territoire concerné par la procédure de modification du PLU ;
- d) les raisons pour lesquelles le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

Par décision du 3 juillet 2023, la MRAe a rendu un avis conforme sur l'absence de nécessité de procéder à une évaluation environnementale.

Pour donner suite à cet avis conforme, l'objet de la présente délibération est de confirmer de façon motivée la décision de la Communauté d'Agglomération de ne pas réaliser une évaluation environnementale. Ces motifs sont les suivants :

- les évolutions apportées au PLU ne réduisent pas une zone agricole ou naturelle ou une

- mesure de protection du patrimoine naturel ou culturel ;
- les modifications n'impliquent pas davantage de droits à bâtir ;
- aucune nouvelle zone constructible n'est créée ou ouverte ;
- plus largement, les évolutions apportées au PLU ne sont pas susceptibles de porter atteinte à l'environnement, à la santé humaine, et n'augmenteront pas l'exposition des personnes aux risques (qu'ils soient naturels ou anthropiques). Elles sont de surcroît compatibles avec les objectifs de protection des milieux naturels ;
- enfin, plusieurs évolutions apportées au PLU sont susceptibles d'avoir des incidences positives :
 - sur la valorisation de l'architecture traditionnelle et la qualité paysagère ;
 - sur le développement des énergies renouvelables, en cohérence avec les objectifs affichés par le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires Nouvelle-Aquitaine, et le plan climat air énergie territorial du Pays Basque (règles d'implantation des panneaux photovoltaïques en toiture moins contraignantes) ;
 - sur l'incitation à l'utilisation des voies douces (leur largeur sera plus importante dans les zones à urbaniser) ;
 - sur une meilleure gestion des eaux pluviales (mise en concordance avec le schéma directeur des eaux pluviales) ;
 - sur une meilleure gestion de l'habitat diffus dans l'espace.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 153-45 et suivants relatifs à la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 104-1 et suivants ainsi que le R. 104-33 à R. 104-37 relatifs à l'évaluation environnementale ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ahetze révisé, approuvé par délibération du Conseil communautaire du 20 juillet 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°64-2016-07-13-01 du 13 juillet 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, fixant notamment ses compétences ;

Vu la décision du Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque du 6 avril 2023 portant engagement la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ahetze ;

Vu l'avis conforme du 3 juillet 2023 de la MRAe ;

Vu le Projet de territoire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque et notamment son axe 1 Pour un Pays Basque résilient : préserver nos ressources – Engagement n°12. Etablir des documents d'urbanisme permettant de mettre en œuvre les politiques publiques communautaires et communales ;

Considérant que le 3 juillet 2023, l'Autorité Environnementale a rendu un avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour la procédure décrite ci-avant ;

Considérant que par la présente délibération motivée, en application des dispositions des articles R. 104-37 et R. 104-33 du code de l'urbanisme, la Communauté d'Agglomération Pays Basque entend confirmer sa volonté de ne pas réaliser une évaluation environnementale pour la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ahetze présentée ci-

avant, en raison des motifs exposés ci-dessus et dès lors qu'il résulte du dossier de saisine de l'Autorité Environnementale que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement ;

Considérant que la présente délibération sera transmise avec le dossier de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ahetze, puis annexée au dossier de mise à disposition ;

Il est précisé que les documents suivants ont été mis à disposition des conseillers communautaires le 22 septembre 2023, à savoir :

- la convocation au Conseil communautaire du 30 septembre 2023 ;
- l'ordre du jour de la séance du Conseil communautaire du 30 septembre 2023 ;
- le rapport de la délibération motivée décidant de ne pas réaliser une évaluation environnementale sur avis conforme de la MRAe valant note explicative de synthèse;
- le dossier de saisine de la MRAE contenant les motifs de non-réalisation d'une étude environnementale pour la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune d'Ahetze ;
- l'avis conforme de la MRAe (annexe n°1 de la délibération).

Le Conseil communautaire est invité à :

- confirmer sa volonté de ne pas réaliser une évaluation environnementale sur la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ahetze présentée ci-avant, pour les motifs exposés ci-dessus et dès lors qu'il résulte du dossier de saisine de l'Autorité Environnementale que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement et la santé humaine ;
- autoriser Monsieur le Président ou son délégataire à prendre toutes les décisions nécessaires à la poursuite des études et de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ahetze.

En application des articles R. 104-37 et R. 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée en mairie d'Ahetze et au siège de la Communauté d'Agglomération Pays Basque pendant une durée d'un mois ; elle sera publiée, et mention de ces affichages sera insérée dans un journal diffusé dans le département. Il est précisé que le dossier peut être consulté au siège de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, aux heures et jours habituels d'ouverture. |

ADOpte A L'UNANIMITE

Fait et délibéré en séance les jours,
mois et an que dessus et le présent
extrait certifié conforme au registre.



Signé électroniquement par : Remi BOCHARD
Date de signature : 06/10/2023
Qualité : Directeur général des services